La guerre au Moyen-Orient fait flamber les prix de l'énergie

LE COUP DE POMPE DE TROP

P12

le Canard libéré

Vingtième année N°843 vendredi 13 mars 2026 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Monarchies du Golfe

Le mirage de la stabilité

P11

Le chantier de la reconstruction mal engagé...

Haouz face au défi de la reconstruction

ATLAS DES PROMESSES, SOMMET DES DÉFAILLANCES

P8

Agression israélo-américaine contre l'Iran

LE MOYEN-ORIENT LIVRÉ AUX PYROMANES

P12

Confus DE CANARD

Géopolitique de la dépendance

P2

Lions de l'Atlas

LE BAPTÊME DU FEU DE MOHAMED OUAHBI

P6

Nouveau coach, nouvel esprit.

Confus de CANARD

Abdellah Chankou
Directeur de la publication

Géopolitique de la dépendance

Dans le théâtre complexe des conflits contemporains, les premières salves ne rugissent plus uniquement sur les champs de bataille. Elles résonnent désormais avec une violence sourde dans les méandres des marchés de l'énergie. L'escalade militaire contre l'Iran en offre une illustration aussi brutale qu'édifiante, transformant les cartels pétroliers en champs de tir économiques.

En l'espace de quelques rotations d'aiguilles sur les cadrans des bourses mondiales, le baril de pétrole a franchi le seuil symbolique des 115 dollars. Cette ascension fulgurante, tel un geyser de spéculation et d'angoisse, ébranle les fondations des places financières et ranime le spectre cauchemardesque d'un choc pétrolier planétaire, dont les répliques pourraient se faire sentir pendant des années.

Ce bouleversement majeur dépasse de loin la simple crise énergétique. Il porte en germe un séisme économique aux répercussions potentiellement dévastatrices, menaçant d'engloutir dans ses failles les nations les plus vulnérables, en particulier les économies émergentes dont l'échine est déjà courbée sous le poids des déséquilibres structurels.

Économies qui partagent une fragilité fondamentale : leur dépendance aux importations d'hydrocarbures, cordon ombilical qui les relie à la santé volatile des régions productrices. Cette dépendance agit comme un poison lent, prêt à se diffuser dans tous les artères de l'économie dès que le prix de l'or noir s'emballe, provoquant une onde de choc immédiate et systémique. Résultat : Les coûts de transport s'envolent, répercutant leur hausse en cascade sur l'ensemble des chaînes de valeur. Les denrées alimentaires, dont le transport dépend crucialement du carburant, voient leurs prix flamber, menaçant directement la sécurité alimentaire des populations les plus modestes. Les budgets publics, déjà sous tension, se distendent davantage sous le poids des subventions aux carburants, tandis que les déficits des balances commerciales se creusent, fragilisant les monnaies locales et érodant la confiance des investisseurs.

Pour des continents comme l'Afrique, l'Asie du Sud ou l'Amérique latine, cette flambée des prix agit comme un véritable impôt géopolitique, un prélèvement injuste imposé de l'extérieur, qui siphonne une part croissante de leurs richesses nationales. L'Afrique, particulièrement exposée, importe massivement des produits pétroliers raffinés, faute d'infrastructures de transformation suffisantes. Une simple variation à la hausse des cours mondiaux se traduit mécaniquement par une inflation importée qui asphyxie les secteurs du transport, de la production électrique et, in fine, le panier de la ménagère.

En d'autres termes, un conflit déclenché à des milliers de kilomètres peut, en quelques semaines, se métamorphoser en une crise sociale aiguë, érodant le pouvoir d'achat des populations. La géopolitique lointaine devient ainsi une réalité quotidienne, tangible et douloureuse.

Pour le Maroc, pays aux ambitions économiques affirmées mais structurellement dépendant des énergies fossiles, les répercussions de ce nouveau choc pourraient se révéler particulièrement aiguës et tester de nouveau la résilience de son modèle de développement.

Le Royaume, importateur net de la quasi-totalité de ses besoins en pétrole et en gaz, se trouve en première ligne. Chaque hausse significative et durable du prix du baril se traduit par un faisceau de pressions convergentes qui mettent à l'épreuve ses équilibres macroéconomiques : Un alourdissement considérable de la facture énergétique nationale, qui grève les réserves de change et réduit la marge de manœuvre financière du pays ; une flambée des coûts de transport et de production industrielle et agricole, qui érode la compétitivité des entreprises et menace les emplois ; une pression accrue sur les finances publiques, tenues de soutenir, via la Caisse de compensation, le prix du gaz butane, produit essentiel pour les foyers modestes, dans un contexte où les réformes de la subvention sont politiquement sensibles. Une accélération de l'inflation et un renchérissement du cout de la vie, qui rongent déjà le pouvoir d'achat des catégories vulnérables , pourraient mettre à rude épreuve la paix sociale si chèrement préservée.

De quoi compliquer singulièrement l'équation budgétaire du gouvernement. Là où l'on voit qu'une crise au cœur de la poudrière moyen-orientale peut, par un effet de domino impitoyable, se transformer en un casse-tête macroéconomique de premier ordre à Rabat, contraignant les autorités à des arbitrages douloureux entre soutien à l'activité, maîtrise des déficits et soutien du pouvoir d'achat.

L'inquiétude des économistes est d'autant plus vive que cette nouvelle crise pétrolière ravive le spectre d'un scénario que l'on croyait appartenir aux manuels d'histoire des années 1970 : la stagflation.

Ce terme redoutable désigne la combinaison toxique d'une croissance économique atone, voire récessive, et d'une inflation persistante et élevée. Le mécanisme est pervers : la hausse du coût de l'énergie renchérit les coûts de production pour toutes les entreprises, de la PME locale au géant industriel. Ces hausses sont répercutées sur les prix finaux, alimentant la spirale inflationniste. Simultanément, ce renchérissement agit comme un frein puissant sur l'activité économique, décourageant l'investissement et la consommation.

Face à ce dilemme, les banques centrales des pays développés comme émergents se retrouvent prises en tenaille. Relever leurs taux directeurs pour juguler l'inflation, quitte à asphyxier une croissance déjà chancelante ou au contraire, maintenir une politique monétaire accommodante pour soutenir l'activité, au risque de voir les prix s'emballer définitivement et les anticipations inflationnistes s'enraciner ? Pour les économies émergentes, souvent plus endettées et dépendantes des flux de capitaux étrangers, cette équation est encore plus périlleuse, chaque arbitrage comportant des risques de crises de change ou de défaut souverain.

> **C'est là l'un des paradoxes les plus cruels de la géopolitique contemporaine : le coût économique et humain des conflits est supporté de manière disproportionnée par ceux qui n'ont aucune part dans leur déclenchement.**

Au-delà de la gestion de l'urgence, ce nouveau choc pétrolier qui se profile à l'horizon si la guerre devait se poursuivre agit comme un révélateur impitoyable d'une réalité structurelle trop longtemps négligée : la vulnérabilité énergétique chronique de nombreuses économies du Sud.

Tant que leur trajectoire de développement restera adossée à une dépendance massive aux importations d'hydrocarbures, ces pays demeureront des otages consentants des soubresauts géopolitiques du Moyen-Orient. Chaque crise dans la région du détroit d'Ormuz, ce goulet stratégique par où transite près du cinquième de la consommation mondiale de pétrole, peut déclencher une onde de choc planétaire, balayant sur son passage des années d'efforts de développement.

Au cœur de cette tourmente, une vérité amère s'impose avec force : dans l'économie mondialisée, aucune guerre n'est vraiment locale ni véritablement étrangère.

Une décision stratégique, une frappe militaire ou une escalade verbale décidée dans les cabinets feutrés de Washington, Téhéran ou Tel-Aviv peut, en quelques heures, faire flamber le prix du carburant à la pompe pour un chauffeur de taxi à Casablanca, renchérir le coût du pain pour une mère de famille à Dakar, ou contraindre un petit industriel de Jakarta à revoir ses plans d'investissement.

C'est là l'un des paradoxes les plus cruels de la géopolitique contemporaine : le coût économique et humain des conflits est supporté de manière disproportionnée par ceux qui n'ont aucune part dans leur déclenchement. Les populations des pays émergents, déjà confrontées à des défis de développement immenses, se retrouvent une fois de plus en première ligne, condamnées à payer une facture salée pour des guerres qui ne sont pas les leurs, subissant en silence le contrecoup de décisions prises par des boutefeux dangereux.

La leçon stratégique qui émerge de cette crise est donc d'une clarté aveuglante pour les économies émergentes : l'impératif d'indépendance et de diversification énergétiques n'est plus seulement un combat écologique pour la préservation de la planète. Il est devenu une nécessité géopolitique vitale, un enjeu de souveraineté nationale et de résilience économique. L'accélération des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique n'est plus une option, mais une condition de survie dans un monde de plus en plus instable et incertain. Le Maroc l'a bien compris, qui a anticipé en investissant depuis plusieurs années dans les énergies renouvelables. ◗

Côté BASSE-COUR

Contrôles durant le Ramadan

273 tonnes de produits impropres saisies

Les opérations de contrôle menées au début du Ramadan ont conduit à la saisie et à la destruction de 273 tonnes de produits non conformes ou impropres à la consommation, a indiqué le porte-parole du gouvernement. Entre le 1er Chaâbane et le 6 Ramadan, les commissions locales présidées par les autorités au niveau des préfectures et provinces ont réalisé 43.412 opérations de contrôle à travers le pays. Ces interventions ont permis de constater 4.038 infractions. Parmi celles-ci, 1.101 ont fait l'objet d'avertissements, tandis que 2.937 ont donné lieu à des procès-verbaux transmis aux juridictions compétentes.

Les produits saisis concernent principalement des denrées alimentaires périmées, altérées ou ne respectant pas les normes sanitaires en vigueur. Les autorités rappellent que la période du Ramadan, marquée par une forte demande en produits alimentaires, nécessite un renforcement des inspections afin de lutter contre la commercialisation de marchandises avariées ou frauduleuses. La destruction des 273 tonnes de produits illustre l'ampleur des irrégularités détectées lors des premières semaines du mois sacré. Malgré ces infractions, le gouvernement assure que les marchés restent bien approvisionnés en produits de première nécessité.

La fraude alimentaire en pleine forme...

Côté BASSE-COUR

Cash Plus Le QR Code au cœur du commerce de proximité

Cash Plus franchit une nouvelle étape dans la digitalisation du commerce de proximité au Maroc. Au cœur de cette évolution, une solution innovante de paiement mobile par QR Code, conçue pour simplifier les transactions du quotidien et démocratiser l'accès au paiement digital, tant pour les commerçants que pour les consommateurs.

Depuis son déploiement en janvier 2026, cette solution a déjà permis d'équiper plus de 12 000 commerçants à travers le Royaume. Épiceries de quartier, cafés, petits commerces, services de proximité ou vendeurs indépendants peuvent désormais accepter des paiements digitaux de manière simple, rapide et sécurisée, sans aucun investissement matériel supplémentaire.

À la différence des terminaux de paiement classiques, souvent coûteux et complexes à installer, le paiement par QR Code Cash Plus repose sur un principe accessible à tous : un simple smartphone suffit pour encaisser un paiement, directement via l'application mobile Cash Plus. Cette approche réduit considérablement les barrières à l'entrée du paiement digital et accompagne la modernisation des commerces de proximité, y compris dans les zones où les infrastructures bancaires sont limitées ou peu accessibles. Au Maroc, le commerce de proximité joue un rôle crucial dans la vie économique et sociale. Implanté dans les quartiers urbains comme dans les zones rurales, il constitue un maillage dense et durable qui accompagne le quotidien des Marocains depuis des générations. En s'appuyant sur ce réseau, Cash Plus choisit de bâtir une nouvelle génération de paiement digital, adaptée aux usages réels et aux besoins du terrain.

Nabil Amar, président de Cash Plus.

Grâce à ce dispositif , les commerçants peuvent encaisser instantanément, sécuriser leurs transactions et accéder plus facilement aux services financiers, tandis que les clients bénéficient d'un moyen de paiement rapide, pratique et sans contact, directement depuis leur smartphone.

Le mécanisme s'appuie sur l'infrastructure nationale solide de Cash Plus, qui comprend plus de 5 200 agences et plus de 2 millions de comptes de paiement actifs, garantissant ainsi un déploiement progressif et efficace dans toutes les régions du Maroc. Le paiement par QR Code Cash Plus s'inscrit dans une ambition plus large : simplifier l'accès aux services financiers pour tous, accélérer la digitalisation du commerce de proximité et accompagner la modernisation du tissu commercial marocain, au cœur des villes comme des territoires ruraux.

Forêt de Bouskoura
Les caméras avant les toilettes !

Un problème de priorité...

L'Agence nationale des eaux et forêts (ANEF) semble davantage focalisée sur les marchés de télésurveillance que sur les besoins urgents de la forêt et de ses usagers. Preuve, à la Forêt de Bouskoura, des tranchées sont creusées depuis le début de Ramadan pour installer des caméras de surveillance, comme si le site était le théâtre de crimes quotidiens. Pourtant, la priorité semble ailleurs : les toilettes, installées il y a plus de dix ans, n'ont jamais fonctionné. La forêt mérite davantage d'attention pour devenir un véritable espace récréatif, propre et bien aménagé. Heureusement, les dernières pluies ont redonné vie à la végétation.

La forêt est redevenue verdoyante, sauvant les arbres d'une dégradation qui semblait inéluctable. Plutôt que de multiplier les dispositifs de surveillance, ne faudrait-il pas concentrer les efforts sur l'entretien du site et son aménagement, afin d'en faire un lieu de détente et de nature au service des habitants ?

Nucléaire
Le Maroc trace sa voie à Paris

Le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, a représenté le Roi Mohammed VI au deuxième Sommet international sur l'énergie nucléaire, ouvert mardi 10 mars à Paris à l'initiative du président français Emmanuel Macron, en partenariat avec l'International Atomic Energy Agency.

La délégation marocaine comprend notamment le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita, le directeur général de l'Agence marocaine de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques, Saïd Mouline, ainsi que l'ambassadrice du Maroc en France, Samira Sitail.

Aziz Akhannouch avec le président français et le patron de l'AIEA.

Lors de son intervention, Aziz Akhannouch a mis en avant la stratégie énergétique du Maroc et la place que pourrait occuper le nucléaire civil dans l'évolution du mix énergétique national. Dans un contexte marqué par les défis climatiques et la hausse de la demande mondiale en énergie, il a souligné la nécessité d'accélérer la transition vers des solutions bas carbone. Le Chef du gouvernement a rappelé que la stratégie énergétique lancée en 2009 sous l'impulsion du Roi a permis au Maroc de porter la part des énergies renouvelables à plus de 46 % de ses capacités électriques, avec un objectif de 52 % à l'horizon 2030.

Dans cette perspective, le Royaume envisage l'intégration progressive et responsable du nucléaire civil, non seulement pour la production d'électricité, mais aussi pour des applications telles que l'hydrogène vert, le dessalement de l'eau de mer ou la médecine nucléaire. Il a également mis en avant les potentialités liées aux gisements phosphatiers marocains, qui contiennent de l'uranium naturel. Enfin, Aziz Akhannouch a réaffirmé l'engagement du Maroc en faveur de la coopération internationale et du respect des accords de non-prolifération, tout en soulignant la volonté du Royaume de contribuer au renforcement des capacités scientifiques et réglementaires des pays africains. Ce sommet de haut niveau réunit dirigeants, organisations internationales et experts pour débattre du rôle du nucléaire civil dans la sécurité énergétique et la transition vers une électricité bas carbone.

Côté BASSE-COUR

Beurgeois GENTLEMAN

Les milliardaires haineux ne se cachent plus…

NATURE, l'une des revues scientifiques les plus prestigieuses, avec un comité de lecture très exigeant, vient publier une étude suggérant que le contenu de X s'est radicalisé depuis l'acquisition de Twitter par Elon Musk et le bidouillage des algorithmes de ce réseau social. Les données publiées par cette étude démontrent une forte influence des algorithmes sur les esprits. Dans une étude d'observations portant sur sept semaines de 2023, des chercheurs de trois institutions européennes ont séparé près de 5000 usagers de X en deux groupes : d'un côté, ceux qui utilisent le fil par défaut « For You », qui est mené par un algorithme sélectionnant les messages en fonction de ce qu'il détecte des préférences de l'usager ; d'autre part, ceux qui utilisent un fil chronologique, qui ne leur montre que les messages des comptes auxquels ils se sont abonnés, en ordre chronologique (voir lien internet en fin de cette chronique pour accéder à l'article entier de NATURE avec les données statistiques). Les algorithmes de flux d'actualités sont largement soupçonnés d'influencer les opinions politiques. Cependant, des études antérieures menées sur les plateformes Meta, en désactivant l'algorithme, n'ont révélé aucun effet politique. Les chercheurs présentent les résultats d'une expérience de terrain réalisée en 2023 sur la plateforme X d'Elon Musk, qui apporte un éclairage nouveau sur cette question. Ces chercheurs ont réparti aléatoirement des utilisateurs américains actifs entre un flux d'actualités algorithmique et un flux d'actualités chronologique, et mesuré leurs opinions politiques et leurs comportements en ligne.

Voir l'étude complète de la revue NATURE disponible sur le web via ce lien https://www.nature.com/articles/s41586-026-10098-2. Les scientifiques en rébellion affirment leur solidarité et condamnent les violentes attaques contre les universitaires, les chercheurs et les agences fédérales scientifiques, médicales, humanitaires et environnementales menée par & Musk.

Le passage d'un flux chronologique à un flux algorithmique a accru l'engagement et orienté les opinions politiques vers des positions plus conservatrices, suprémacistes, racistes, homophobes, islamophobes, antisémites, nazies,… Notamment concernant les priorités politiques, la perception des enquêtes criminelles visant Donald Trump et les points de vue sur la guerre en Ukraine. En revanche, le passage du flux algorithmique au flux chronologique n'a eu aucun effet comparable. Ni l'activation ni la désactivation de l'algorithme n'ont affecté significativement la polarisation affective ou l'appartenance politique déclarée. Afin d'étudier ce mécanisme, Les chercheurs ont analysé le contenu et le comportement des utilisateurs sur leurs flux d'actualités. Ils ont constaté que l'algorithme favorise les contenus conservateurs et dévalorise les publications des médias traditionnels. L'exposition à du contenu algorithmique incite les utilisateurs à suivre des comptes d'activistes politiques conservateurs, qu'ils continuent de suivre même après la désactivation de l'algorithme, ce qui contribue à expliquer l'asymétrie des effets. Ces résultats suggèrent qu'une exposition initiale à l'algorithme de X a des effets persistants sur les opinions politiques actuelles des utilisateurs et sur leur comportement de suivi de comptes, même en l'absence d'effet détectable sur l'appartenance politique. ◗ (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Tourisme_ L'ONMT met le Maroc en lumière sur France Télévisions

À l'initiative de l'Office National Marocain du Tourisme, l'émission « Voyage Voyage, les stars chantent au Maroc » fait son retour en 2026 avec un format renouvelé, à la fois itinérant et immersif. Ce programme musical inédit réunit plusieurs grandes voix de la scène francophone pour une véritable invitation au voyage au cœur du Royaume.

Diffusée le 13 mars 2026 sur les chaînes de France Télévisions, et soutenue par un dispositif de promotion d'envergure, l'émission promet d'offrir une visibilité exceptionnelle à la destination Maroc auprès de millions de téléspectateurs. Porté par l'ONMT, le programme adopte une narration itinérante et immersive où chaque séquence musicale devient une escale, chaque rencontre une découverte et chaque lieu un décor vivant.

Les artistes invités partent à la rencontre d'un Maroc vibran.

Les artistes invités partent ainsi à la rencontre d'un Maroc vibrant, créatif et authentique, révélant la richesse humaine et culturelle du Royaume. Le tournage s'est déroulé dans trois destinations emblématiques : Rabat, Fès et Ouarzazate, choisies pour la singularité de leur patrimoine et la puissance de leurs paysages. Les performances musicales prennent place dans des sites d'exception tels que la Kasbah des Oudayas, la Tour Hassan, le site archéologique de Chellah, le Jardin Andalou, le musée de la Parure, le village des potiers de Fès, le mythique Ksar Aït Ben Haddou ou encore l'espace artistique Taman'Art à Ouarzazate.

Fidèle à l'approche expérientielle promue par l'ONMT, l'émission met également en lumière le Maroc contemporain. Artisans, créateurs et acteurs culturels ouvrent leurs univers aux artistes invités, donnant à voir un pays où traditions, savoir-faire et créativité dialoguent avec naturel. Présentée par Laury Thilleman, l'émission accompagne les artistes dans cette traversée artistique du Royaume. Le plateau réunit plusieurs figures de la scène francophone parmi lesquelles Magic System, Dany Brillant, Nicoletta, Lorie, Lartiste, Ouidad, Barbara Pravi, Tina Arena, Yuri Buenaventura, Ycare et Natasha St-Pier. Ensemble, ils revisitent de grands classiques de la chanson française ainsi que des titres contemporains dans des arrangements originaux teintés d'influences orientales, donnant naissance à des duos inattendus et à des moments musicaux inédits.

La diffusion de l'émission le 13 mars 2026 sur le réseau de France Télévisions offrira au Maroc une exposition exceptionnelle auprès de millions de téléspectateurs. Cette visibilité sera renforcée par un dispositif promotionnel ambitieux destiné à amplifier la portée de l'événement.

À travers cette initiative, l'ONMT confirme son choix d'investir la culture et la création comme puissants vecteurs d'attractivité pour la destination Maroc. Une manière contemporaine de raconter le Royaume, en mettant en lumière la beauté de ses paysages, la richesse de son patrimoine et l'énergie de celles et ceux qui le font vivre. ◗

Le Maigret du CANARD

Lions de l'Atlas

LE BAPTÊME DU FEU DE MOHAMED OUAHBI

À quelques mois de la Coupe du Monde de la FIFA 2026, le Maroc entame un nouveau cycle avec la nomination de Mohamed Ouahbi à la tête des Lions de l'Atlas. Les matchs amicaux face à l'Équipe d'Équateur de football et à l'Équipe du Paraguay de football, prévus fin mars en Europe, constitueront les premiers tests du nouveau sélectionneur.

Nouveau coach, nouvel esprit.

JAMIL MANAR

Avant même d'entrer dans le vif de la préparation au Mondial, les Lions de l'Atlas auront droit à un premier test sous leur nouveau sélectionneur. La sélection nationale « A » disputera deux matchs amicaux face à l'Équipe d'Équateur de football et à l'Équipe du Paraguay de football, respectivement les 27 et 31 mars 2026, dans le cadre de la préparation à la phase finale de la 23e édition de la Coupe du Monde de la FIFA 2026. La première rencontre contre l'Équateur se jouera au Riyadh Air Metropolitano à Madrid (21h15), tandis que le second match face au Paraguay est programmé au Stade Bollaert-Delelis en France (20h00). Deux rendez-vous qui auront valeur de baptême du feu pour le nouveau sélectionneur des Lions de l'Atlas, quelques semaines avant le Mondial organisé du 11 juin au 19 juillet 2026 aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

Le nom de Mohamed Ouahbi avait circulé avec insistance au plus fort des spéculations autour du remplaçant de Walid Regragui. C'est officiel depuis le jeudi 6 mars 2026. Un changement attendu qui traduit la volonté de la Fédération royale marocaine de football de tourner la page Regragui et d'ouvrir un nouveau cycle.

Présenté au Complexe Mohammed VI de football à Maâmora, Mohamed Ouahbi a pris la parole après avoir été introduit par le président de la FRMF, Fouzi Lekjaa. Le nouveau sélectionneur a exprimé son engagement « à travailler avec sérieux, humilité, et surtout beaucoup de patriotisme pour continuer de faire progresser l'équipe, qui a déjà énormément progressé […] équipe jeune, je pense qu'elle peut encore le faire davantage, pour rendre le peuple fier de son équipe nationale ».

L'entraîneur des U20 a désormais la responsabilité de guider une sélection classée 8e au classement mondial vers ses prochaines échéances, avec l'objectif de poursuivre son ambition et de consolider sa place sur la scène internationale.

Le choix d'Ouahbi est à la fois audacieux et symbolique. Audacieux, car passer d'un technicien ayant marqué l'histoire à un entraîneur issu des catégories de jeunes représente un pari. Symbolique, parce qu'il consacrerait une continuité générationnelle : celle d'un football marocain qui investit dans sa formation et valorise ses talents issus de la diaspora.

Belgo-marocain au parcours discret mais méthodique, Ouahbi a franchi un cap retentissant en menant les U20 au sacre mondial en octobre 2025, avec une victoire de prestige face à l'Argentine en finale. Un exploit qui lui a valu ses galons sur la scène internationale et, surtout, l'adhésion d'un public avide de titres. Gagner une Coupe du monde, même en catégorie junior, n'est jamais anodin : c'est un signal fort sur la capacité à gérer la pression, à structurer un groupe et à imposer une identité de jeu.

Sous sa direction, les Lionceaux progressent avec constance, avec un schéma tactique en 4-2-3-1 qui privilégie la maîtrise des espaces et les transitions rapides. Une configuration qui permet à Essadak et Maamma de s'exprimer pleinement, et où d'autres, à l'instar de Yassir Zabiri ou de Gessime Yassine, viennent éclore et exposer tout leur potentiel au plus haut niveau, jusqu'à la finale face à l'Albiceleste, remportée sur le score de 2-0.

En face, Walid Regragui reste l'homme de l'épopée du Coupe du monde de football 2022, marquée par une demi-finale historique au Qatar. Une performance qui a propulsé le Maroc dans une autre dimension et inscrit son nom dans les annales du football africain et arabe. Mais depuis, les résultats ont alimenté le débat : l'exploit de 2022 peut-il, à lui seul, constituer un socle durable ?

Le sélectionneur n'a pas encore enrichi son palmarès d'un trophée majeur avec l'équipe A. Deux occasions majeures se sont présentées à lui : la Coupe d'Afrique des nations 2023 en Côte d'Ivoire, puis la Coupe d'Afrique des nations 2025 organisée à domicile. Deux rendez-vous où le Maroc figurait parmi les favoris naturels, fort de son statut acquis au Qatar. Deux rendez-vous manqués qui ont ravivé les interrogations sur la capacité de Regragui à poursuivre l'aventure avec les Lions de l'Atlas. ◗

Qui est Mohamed Ouahbi?

Né à Bruxelles le 7 septembre 1976, Mohamed Ouahbi a grandi dans le quartier de Schaerbeek. Sa passion pour le football voit le jour avec la Coupe du Monde 86, la famille encourage la Belgique, mais le cœur vibre pour le Maroc qui, dans cette édition, devient le premier pays africain à se qualifier au stade des huitièmes de finale.

Ouahbi, père de 3 enfants, a d'abord choisi la voie de l'enseignement, avant d'embrasser celle du sport. Il suit une formation d'éducateur, puis enchaîne quelques expériences dans des écoles qu'il qualifie de «difficiles».

Lors de cette période, il est approché par le Maccabi Foot Brussels (MFB), club formateur de la capitale belge, où il découvre l'importance de la pédagogie et la communication. «Le fait de travailler avec des jeunes, de préparer des séances d'entraînement, m'a beaucoup apporté», avait indiqué le technicien marocain, dans un entretien avec le Bruxelles Bondy Blog. Titulaire d'une licence UEFA Pro, Ouahbi a développé une philosophie de jeu basée sur la technique, la discipline et la responsabilité. Selon lui, «le joueur doit réfléchir, comprendre le jeu, pas seulement exécuter».

Au-delà de son rôle d'entraîneur ou de formateur, il est aussi un mentor. Le natif de Bruxelles a contribué au programme «Purple Talent», qui encadre les jeunes joueurs dans leurs parcours scolaire et humain. ◗

Le Maigret du CANARD

JAMIL MANAR

Marocains du monde

La petite phrase qui a fait grand bruit

Les propos du ministre de l'Industrie et du Commerce Ryad Mezzour sur le retour des Marocains de l'étranger ont déclenché une tempête numérique révélatrice de la sensibilité de la relation entre le pays et sa diaspora.

Quelques phrases lâchées presque au détour d'une discussion auront suffi à mettre le feu à la toile. Il faut dire qu'au Maroc, il suffit parfois de quelques mots prononcés avec franchise — ou avec un brin de spontanéité mal calibrée — pour transformer une conférence économique en débat national. En s'interrogeant à haute voix sur la nécessité de «remercier» les Marocains résidant à l'étranger qui choisissent de rentrer travailler au pays, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a déclenché une petite tempête numérique révélatrice de la sensibilité du sujet.

La scène se déroule le 27 février à Casablanca, lors d'une conférence consacrée au positionnement de l'industrie marocaine dans un monde de plus en plus fragmenté. Le débat devait porter sur la compétitivité, les chaînes de valeur et les talents. Mais comme souvent dans ce genre d'exercice public, c'est une phrase improvisée qui a volé la vedette aux graphiques et aux slides PowerPoint.

Face à un parterre d'ingénieurs, le ministre s'est livré à une réflexion à voix haute, avec la franchise qui caractérise parfois les discussions sans filtre : «Tu es rentré chez toi, et alors ? C'est ton pays ! Est-ce que je dois te remercier parce que tu es rentré chez toi ?» Avant d'ajouter que le Maroc dispose déjà de «millions de talents» prêts à contribuer à son développement. Une manière de rappeler que le retour au pays ne devrait pas être perçu comme un cadeau fait au Royaume.

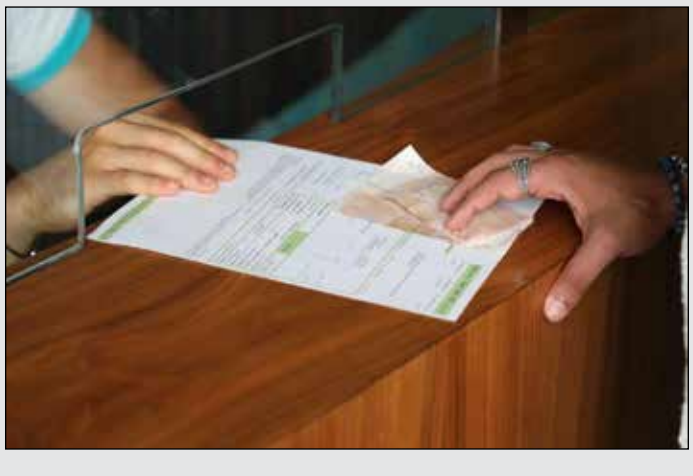
Mais c'est surtout la petite phrase «reste là-bas !», prononcée dans le feu de l'échange, qui a fait bondir plus d'un auditeur… et surtout des milliers d'internautes. Car sur les réseaux sociaux, chacun sait qu'une phrase sortie de son contexte voyage toujours plus vite que son explication. En quelques heures, l'extrait a circulé largement, suscitant réactions, commentaires indignés et analyses improvisées. Certains internautes ont tenté de relativiser, estimant que la séquence ne reflétait pas l'ensemble de l'intervention du ministre et qu'elle avait été quelque peu «compressée» par la magie des montages viraux. D'autres, en revanche, ont jugé les propos indélicats, voire maladroits, notamment du point de vue des Marocains résidant à l'étranger, souvent très attachés à leur contribution économique et intellectuelle au pays.

Ryad Mezzour, la polémique de trop…

Au-delà de la polémique du moment — qui finira probablement par rejoindre l'archive bien remplie des tempêtes numériques éphémères — l'épisode a surtout relancé un débat plus profond: celui de la place de la diaspora dans le projet national et des conditions réelles qui pourraient encourager son retour. Car entre l'appel aux talents et la réalité des obstacles administratifs ou professionnels, il existe parfois un petit décalage… que quelques phrases malheureuses peuvent soudainement rendre très visible.

Au fond, l'épisode rappelle une évidence politique : les talents de la diaspora n'attendent pas forcément des compliments , mais certainement pas non plus une invitation implicite à rester ailleurs. Et dans un Royaume qui proclame sa volonté d'attirer les compétences des Marocains du monde, chaque mot compte — surtout lorsqu'il suggère, même involontairement, que la porte n'est pas totalement ouverte.

Quand la facture d'électricité prend un coup de chaud



La SRM casa-Settat interpellée.

Dans nombre de districts de Casablanca , l'hiver a été particulièrement… électrique. Non pas à cause d'une vague de froid exceptionnelle, mais en raison d'une autre flambée, bien plus surprenante : celle des factures d'électricité. Un habitant raconte que sa facture a été tout simplement multipliée par quatre entre décembre et janvier. Réflexe logique : il supprime aussitôt le chauffage pour éviter la surchauffe budgétaire. Résultat ? La facture suivante reste presque identique. De quoi donner l'impression que, dans cette nouvelle équation énergétique, économiser l'électricité ne sert pas forcément à économiser l'argent. Depuis le remplacement de Lydec par le nouvel opérateur Société Régionale Multiservices (SRM), c de nombreux habitants de Bouskoura découvrent aussi une expérience client d'un genre inédit : le suspense mensuel de la facture surprise. Un concept simple : vous consommez peu, vous payez beaucoup, et vous attendez le mois suivant pour savoir si c'était une erreur … ou une nouvelle politique. Les usagers ne contestent pas la nécessité de moderniser la gestion de l'eau et de l'électricité. Mais ils se demandent, non sans colère , si la transition ne s'est pas faite avec une innovation tarifaire inattendue : le chauffage supprimé mais la facture maintenue. Dans un contexte où le coût de la vie grimpe déjà plus vite que le mercure en été, nombre de ménages ont le sentiment que les difficultés budgétaires des opérateurs semblent avoir trouvé une solution simple : la prise électrique du citoyen. Reste à espérer qu'une enquête sérieuse viendra éclairer cette mystérieuse flambée. Car pour l'instant, à Bouskoura, une chose est sûre : les factures, elles, ne connaissent pas la crise énergétique.

Le Maigret du CANARD

Haouz face au défi de la reconstruction

ATLAS DES PROMESSES, SOMMET DES DÉFAILLANCES

Reconstruction en sous-traitance

Après le séisme dévastateur d'Al Haouz , l'État annonce 120 milliards de dirhams, promet une reconstruction exemplaire, puis confie l'essentiel du chantier… aux sinistrés eux-mêmes. À chacun sa parcelle, ses démarches, son architecte, son maçon, ses avances de trésorerie et son marathon administratif. La catastrophe naturelle devient ainsi une épreuve de gestion individuelle. Survivre ne suffisait pas, il faut désormais savoir piloter un projet immobilier!
Plus surprenant encore : les maisons promises à la renaissance des provinces sinistrées rétrécissent. Là où les habitations rurales atteignaient 100 à 200 m² - parfois davantage - la norme officielle plafonne à 50 ou 70 m². La montagne a tremblé, les murs se sont effondrés, et les mètres carrés ont fondu. Reconstruire, oui mais en plus petit. Comme si la solidarité nationale passait par une cure d'amaigrissement immobilier.
Pourtant, une catastrophe de cette ampleur appelle une réponse structurée, pilotée, assumée par les pouvoirs publics. Ailleurs, face aux séismes, l'État conçoit des prototypes, mobilise des opérateurs publics ou privés, bâtit des logements aux normes antisismiques et reloge dans des délais maîtrisés. Ici, on a préféré distribuer des aides et des formulaires, laissant des ménages parmi les plus pauvres du pays se débattre dans un labyrinthe technique et financier fatigant.
Il y avait pourtant une occasion historique pour imaginer un douar nouvelle génération, pensé comme un modèle de résilience et de développement rural. Un habitat en pisé, matériau traditionnel du Sud marocain, performant thermiquement, écologique et porteur d'identité. Un urbanisme respectueux du relief, des savoir-faire locaux et du cachet architectural, conformément aux orientations royales appelant à préserver l'âme des territoires. Bref, transformer le drame en laboratoire d'avenir.
Au lieu de cela, le béton standardisé avance, les surfaces diminuent et la responsabilité se dilue. La reconstruction aurait pu être un acte politique fort, une démonstration de capacité publique et de vision territoriale. Elle ressemble à une externalisation du fardeau.
Reconstruire un territoire meurtri ne consiste pas seulement à rebâtir des murs. C'est restaurer une dignité, une confiance, un pacte entre l'État et ses citoyens. Or, quand les sinistrés sont transformés à leur corps défendant en maîtres d'ouvrage , la solidarité nationale prend des airs de sous-traitance. La montagne, elle, ne demande pas des promesses en milliards, elle attend des maisons debout, à la hauteur des paroles engagées. ◗

Le chantier de la reconstruction mal engagé…

AHMED ZOUBAÏR

Deux ans et demi après le séisme qui a ravage le 8 septembre 2023 la région d'El Haouz, le Programme intégré de reconstruction du Grand Atlas devait incarner la promesse d'un État stratège, réactif et efficace. Plan d'urgence sur cinq ans (2024-2029), 120 milliards de dirhams à la clé, une architecture institutionnelle calibrée pour l'exceptionnel. Sur le papier, l'ambition y est. Sur le terrain, le contraste est frappant. Le deuxième rapport de l'Observatoire du programme post-séisme d'Al Haouz, porté par Transparency Maroc, dresse un bilan sans fard : reconstruction inégale, lente, socialement inéquitable, pour ne pas dire injuste. L'étude, fondée sur une analyse documentaire, des données quantitatives et qualitatives, et une enquête auprès de 454 ménages dans les douars les plus touchés d'Al Haouz et de Chichaoua, passe au peigne fin une année et demie d'action publique. Et le diagnostic est sans appel

Éducation : l'urgence qui dure

Le 10 septembre 2025, le chef du gouvernement Aziz Akhannouch reconnaît que 220 établissements scolaires restaient non opérationnels dans les provinces d'Al Haouz, Azilal et Chichaoua. Les appels d'offres de 186 écoles venaient à peine d'être lancés ; 34 autres étaient "en cours de mise à niveau". Autrement dit, des milliers d'élèves entament leur troisième rentrée sous le signe du provisoire. Ce retard considérable, passé presque inaperçu dans le flot des communiqués officiels, compromet l'un des piliers du Nouveau Modèle de Développement. Dans des territoires déjà fragilisés par le décrochage scolaire et l'analphabétisme, le séisme n'a pas seulement détruit des murs : il a élargi un fossé.

Santé : un hôpital pour des montagnes

Dans toute la province d'Al Haouz, relief escarpé et villages enclavés compris, un seul hôpital "de proximité" de 45 lits tente de répondre aux besoins. Manque de spécialités, pénurie de personnel médico-technique, équipements insuffisants. L'hôpital d'Aït Ourir, lancé en 2013, n'a toujours pas ouvert ses portes. Des dizaines de centres de santé attendent encore leur réhabilitation. Accéder aux soins nécessite parfois des dizaines de kilomètres sur des routes sinueuses. Ici, l'urgence médicale reste une affaire de géographie… et de patience.

Habitat : les chiffres qui rétrécissent

Le 22 septembre 2023, le gouvernement annonçait un taux d'effondrement total des habitations de 32 %. Quelques mois plus tard, il n'était plus que de 10 %. Vingt-deux points envolés. Erreur d'évaluation ? Révision méthodologique ? Toujours est-il que cette correction a réduit mécaniquement le nombre de bénéficiaires de l'aide maximale de 140 000 dirhams. Dans l'échantillon étudié, seuls 17 ménages ont perçu cette somme dans la zone la plus touchée. Comment les 102 autres, indemnisés entre 20 000 et 80 000 dirhams, auraient-ils pu reconstruire intégralement leur logement ? La question reste suspendue comme une poutre. La clas-

Le Maigret du CANARD

sification administrative des dégâts, souvent perçue comme arbitraire, nourrit un profond sentiment d'injustice. Tentes, conteneurs, habitats sommaires persistent. L"opération d'éradication des tentes", menée tambour battant, a parfois donné lieu à des abus. Résultat : un chiffre officiel fièrement brandi – 47 tentes restantes – qui a surtout déclenché manifestations et sit-in devant le Parlement. Or, selon l'enquête de Transparency Maroc, 209 ménages non relogés vivent encore dans des conditions insalubres : 77 sous tentes, 100 dans des conteneurs, 32 dans des abris précaires. L'urgence serait-elle levée ? Les chiffres disent l'inverse.

Des normes hors-sol

Autre point de friction : les normes de reconstruction. Avant le séisme, 43 % des maisons rurales faisaient entre 100 et 200 m² ; 10 % dépassaient les 200 m². Le programme impose des superficies de 50 à 70 m². Pour beaucoup, accepter l'aide publique revient à accepter de vivre plus à l'étroit qu'avant la catastrophe. Une décision difficile à avaler par les sinistrés.

Économie : la relance en pointillés

Le programme annonce 98 milliards de dirhams pour la relance économique et les projets structurants. Mais ces montants ne sont pas encore pleinement budgétisés dans le budget général de l'État. Sur le terrain, l'activité reste atone : 42 % des personnes interrogées sont sans emploi depuis le séisme ; près de la moitié des ménages vivent avec moins de 1 000 dirhams par mois.
Les femmes cheffes de ménage –16,3 % des foyers – concentrent les vulnérabilités. 21% d'entre elles cumulent difficultés administratives, financières et relationnelles avec les autorités et entreprises. L'approche genre du programme semble, au mieux, embryonnaire.

Trois morts, et des silences

En 2025, trois décès ont été enregistrés parmi des personnes vivant encore sous les tentes ou dans des conteneurs, à la suite d'incendies ou d'effondrements. L'Observatoire parle de négligence. La reconstruction, ici, n'est pas qu'une question de délais : elle touche à la dignité et à la sécurité.
Le rapport pointe également la répression du mouvement des sinistrés, illustrée par la condamnation de Saïd Aït Mehdi, coordinateur d'une coordination locale, à un an de prison ferme, ainsi que trois autres membres à quatre mois ferme. Un signal négatif envoyé à une mobilisation citoyenne qui réclame comptes et transparence.

Gouvernance : centralisation et faux satisfecit

Commission interministérielle, Agence de Développement du Haut Atlas (ADHA), Fonds spécial n°126 : l'arsenal institutionnel est en place. Mais le pilotage s'essouffle. Les réunions se raréfient, l'ADHA – créée avec un an et demi de retard – ne compte qu'une quinzaine d'employés pour six provinces. Côté finances, le Fonds spécial, alimenté par la solidarité nationale, a mobilisé près de 23 milliards de dirhams. Mais la lisibilité budgétaire reste limitée et certaines dépenses semblent s'éloigner de la mission initiale. Où sont passés les 120 milliards annoncés avec assurance au lancement du programme ? La question, là encore, mérite mieux qu'un communiqué.

Reconstruction : le récit officiel fissuré

Les statistiques officielles parlent de taux d'achèvement proches de 90 %. L'enquête de terrain raconte autre chose :57 % des ménages déclarent une destruction totale de leur habitation ;44 % ne vivent toujours pas chez eux ;45 % ont été exclus de l'aide à la reconstruction ; 71 % des exclus évoquent un blocage administratif. La bureaucratie, véritable réplique après le séisme !

Reconstruire autrement

Au-delà des lenteurs et des chiffres mouvants, le rapport conclut que le programme ne souffre pas d'un manque de ressources, mais d'un déficit de vision, de coordination, d'équité et d'écoute. La reconstruction ne peut se réduire à des appels d'offres et à des pourcentages de réalisation. Elle suppose transparence, reddition des comptes et participation effective des populations. Transparency Maroc appelle à une commission d'enquête parlementaire et à un contrôle global par la Cour des comptes. Au moment où d'autres programmes similaires sont lancés à Tata, Safi ou dans le Gharb après inondations et intempéries, le Grand Atlas devient un test grandeur nature : celui de la capacité de l'État à transformer une promesse budgétaire en justice territoriale. Une dernière question, plus politique que technique, reste posée : pourquoi avoir confié à des ménages parmi les plus pauvres du pays la responsabilité directe de reconstruire leurs maisons, dans un maquis de procédures et d'intervenants, plutôt que d'opter pour un relogement public clé en main, aux normes antisismiques ? Au fond, la reconstruction ne se mesure pas seulement en milliards engagés, mais en confiance restaurée. Et sur ce terrain-là, le chantier reste largement ouvert. ◗

Inscriptions religieuses

Le gouvernement fait marche arrière

JAMIL MANAR

Dans le Bulletin officiel n° 7486 du 26 février 2026 (8 Ramadan 1447), un nouvel arrêté conjoint signé le 25 février 2026 sous le numéro 442.26 par le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Santé et de la Protection sociale acte un rétropédalage partiel du gouvernement. Le texte réintroduit explicitement les inscriptions religieuses sur les véhicules funéraires, après la polémique suscitée par leur suppression.
Désormais, les corbillards pourront comporter, dans un ordre précis, les formules : « Il n'y a de dieu que Dieu, Mohammed est le Messager ude Dieu », « Toute âme goûtera à la mort » et « Transport des défunts musulmans ». Les propriétaires conservent également la possibilité d'inscrire à l'arrière des informations les concernant. Les autres dispositions de l'article 5 demeurent inchangées.
Ce revirement intervient alors qu'un décret complémentaire, adopté précédemment par les mêmes départements, avait profondément modifié l'article 5 du décret n° 1250.25 relatif à l'identité visuelle des véhicules de transport des défunts. Ce texte avait supprimé les mentions religieuses figurant sur les flancs des véhicules, au nom d'une approche présentée comme neutre et inclusive, destinée à refléter la diversité des convictions au sein de la société et à garantir un traitement égal de tous les défunts, quelle que soit leur appartenance religieuse ou philosophique. Seules demeuraient alors autorisées les mentions « Transport des morts » ou « Transport des défunts », sans référence confessionnelle.
Cette orientation avait rapidement suscité un débat nourri. Certains observateurs estimaient qu'elle répondait à une problématique limitée, les communautés non musulmanes représentant une proportion réduite de la population et disposant déjà de leurs propres rituels funéraires. Pour les critiques, la réforme touchait à un symbole sensible sans traiter les priorités plus urgentes liées à la gestion des cimetières. Des voix avaient notamment rappelé l'état préoccupant de certains cimetières publics : tombes envahies par la végétation, sépultures endommagées, absence d'aménagements adaptés ou de protection suffisante. Autant d'éléments qui alimentent un sentiment de déséquilibre dans la prise en charge des espaces funéraires.
Le réajustement opéré par le nouvel arrêté traduit ainsi la difficulté à concilier neutralité institutionnelle, sensibilité religieuse et attentes sociales dans un domaine hautement symbolique. Au-delà des inscriptions sur les corbillards, le débat interroge plus largement la manière dont les pouvoirs publics entendent garantir, concrètement, la dignité des défunts et l'entretien des lieux de sépulture. ◗

Le réajustement opéré traduit la difficulté à concilier neutralité institutionnelle, sensibilité religieuse et attentes sociales.

Le Maigret du CANARD

Feuille de soins électronique

KÉNITRA, LABORATOIRE DE LA SANTÉ NUMÉRIQUE

La dématérialisation des feuilles de soins franchit une étape décisive avec un projet-pilote. Cette réforme vise à moderniser la gestion médicale, réduire la bureaucratie et améliorer la coordination entre patients et professionnels de santé grâce à un système numérique sécurisé.

JAMIL MANAR

La phase expérimentale de la feuille de soins électronique sera lancée d'ici fin mars 2026 à Kénitra, ouvrant la voie à une modernisation en profondeur du système de couverture médicale. Cette réforme, qui devrait être généralisée progressivement à l'échelle nationale entre avril et juin de la même année, marque la fin d'un modèle administratif dominé par le papier, dont le coût annuel est estimé à près de 100 millions de dirhams.

Pilotée par la Caisse nationale de sécurité sociale, cette transformation numérique vise à remplacer les procédures traditionnelles par un échange de données sécurisé entre l'institution et l'ensemble des acteurs du parcours de soins : médecins, pharmaciens, laboratoires d'analyses et centres d'imagerie. L'objectif est de bâtir un système d'information unifié permettant de centraliser le dossier médical du patient et de fluidifier la coordination entre les différents intervenants.

Concrètement, la démarche débute chez le médecin, qui établit la prescription via une plateforme dédiée. Une fois la consultation terminée, le patient reçoit une ordonnance assortie d'un code QR et d'un identifiant unique correspondant à sa feuille de soins électronique. Ces éléments permettent ensuite au pharmacien ou au laboratoire de consulter le dossier, d'y enregistrer les actes réalisés ou les médicaments délivrés, puis de transmettre automatiquement les informations à l'organisme gestionnaire.

Afin de sécuriser la transition, les autorités ont prévu une période durant laquelle supports papier et numériques coexisteront. Cette phase transitoire doit garantir la continuité des services tout en laissant aux professionnels le temps de s'approprier le nouveau dispositif. La réforme s'appuie également sur les avancées introduites par la loi 54.23, publiée au Bulletin officiel le 29 janvier 2026, qui transfère la gestion de l'assurance maladie du secteur public vers la Caisse nationale de sécurité sociale afin d'en simplifier la gouvernance.

Le texte prévoit en outre la suppression du régime d'assurance maladie propre aux étudiants, désormais intégrés à d'autres dispositifs de couverture, ainsi que l'extension de la prise en charge des enfants à charge jusqu'à 30 ans sous certaines conditions. Selon les estimations officielles, la dématérialisation devrait générer des économies d'environ 400 millions de dirhams par an grâce à la réduction des coûts d'impression et de traitement manuel des dossiers. Toutefois, certains experts soulignent que les structures médicales privées devront investir dans des équipements informatiques et des systèmes de sécurisation des données, ce qui pourrait représenter une charge supplémentaire.

Un pilier du dossier médical partagé.

Du côté des professionnels de santé, des inquiétudes subsistent quant à l'éventuelle augmentation des contraintes administratives susceptibles de ralentir le travail quotidien. Les représentants du secteur plaident pour un système ergonomique et simple d'utilisation, accompagné de formations adaptées afin de faciliter son adoption par l'ensemble des acteurs.

Au-delà de sa dimension technique, la feuille de soins électronique constitue un pilier du dossier médical partagé, outil stratégique destiné à améliorer la coordination des soins, renforcer la transparence et optimiser l'efficacité globale du système de santé. Sa réussite dépendra toutefois d'un accompagnement adéquat, notamment dans les zones rurales et les régions moins bien dotées en infrastructures numériques.

Lors d'une intervention en octobre dernier, Amine Tahraoui a rappelé que la digitalisation du secteur de la santé figurait parmi les priorités gouvernementales visant à garantir un accès plus équitable aux services médicaux. Il a souligné que la feuille de soins électronique permettrait aux patients de suivre leur dossier de manière numérique, mettant ainsi fin à certaines lourdeurs administratives. Selon lui, cette réforme contribuera à rationaliser les dépenses publiques tout en améliorant la qualité des prestations offertes aux assurés.

Femmes et politique au Maroc

UNE REPRÉSENTATION ENCORE FRAGILE

JAMIL MANAR

Au Maroc, les femmes représentent environ 52 % de la population. Pourtant, cette majorité démographique ne se traduit pas encore par une influence équivalente dans la sphère politique. Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, leur présence dans les instances de décision demeure limitée et souvent dépendante de mécanismes correctifs plutôt que d'une dynamique naturelle d'égalité.

Un tournant important a été marqué avec l'adoption de la Constitution marocaine de 2011, qui a consacré le principe d'égalité entre les femmes et les hommes et encouragé une participation plus équilibrée à la vie publique. Dans la foulée, des dispositifs de quotas électoraux ont été instaurés afin de renforcer la représentation féminine au sein du Parlement marocain et dans certaines instances locales. Ces mesures ont permis une progression visible du nombre de femmes élues, mais cette avancée reste fragile et souvent cantonnée aux mécanismes de quotas.

L'accès des femmes aux positions de pouvoir se heurte encore à plusieurs obstacles.

En réalité, l'accès des femmes aux positions de pouvoir se heurte encore à plusieurs obstacles structurels. Au sein des partis politiques, les processus de sélection des candidats demeurent largement dominés par des réseaux d'influence informels. Les logiques de clientélisme, de loyautés personnelles et de hiérarchies internes peu transparentes limitent l'émergence de nouvelles figures féminines et réduisent leurs chances d'accéder aux postes stratégiques. À ces blocages organisationnels s'ajoute un cadre juridique qui, bien que progressivement amélioré, reste insuffisamment appliqué ou encore incomplet pour garantir une égalité réelle dans la pratique politique. Les mécanismes de promotion de la parité peinent à se traduire par une transformation durable des rapports de pouvoir.

Les femmes engagées en politique doivent également faire face à des formes multiples de pression et de violence. Celles-ci peuvent être symboliques, lorsqu'elles se traduisent par une remise en cause de leur légitimité ou par des stéréotypes persistants sur leur rôle dans l'espace public. Elles peuvent être verbales ou médiatiques, notamment à travers les attaques personnelles et les campagnes de dénigrement. Avec l'essor des réseaux sociaux, les violences numériques sont également devenues un obstacle croissant, exposant les femmes politiques à des formes de harcèlement et d'intimidation qui visent à les dissuader de s'exprimer ou de poursuivre leur engagement.

Ainsi, malgré les avancées juridiques et institutionnelles, la participation politique des femmes au Maroc reste un chantier ouvert. Le véritable défi ne réside plus seulement dans l'adoption de textes favorables à la parité, mais dans la transformation des pratiques politiques, des cultures partisanes et des représentations sociales afin de permettre aux femmes d'exercer pleinement leur rôle dans la gouvernance du pays.

Le Maigret du CANARD

ITB Berlín Le Maroc renforce son offensive sur le marché allemand

À l'occasion du 60e anniversaire du salon ITB Berlin, le Maroc confirme son statut de destination prioritaire auprès des voyageurs allemands.

L'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) prend part à cette édition anniversaire, organisée du 3 au 5 mars 2026 par Messe Berlin au Parc des Expositions de Berlin. Cet événement d'envergure internationale réunit près de 6 000 exposants et plus de 170 destinations. Dans ce contexte hautement concurrentiel, l'ONMT déploie un dispositif ambitieux visant à ancrer durablement le positionnement du Royaume sur le marché allemand.

Conduite par Achraf Fayda, Directeur Général de l'ONMT, et Hamid Bentahar, Président de la Confédération Nationale du Tourisme, la délégation illustre l'alignement stratégique entre acteurs publics et privés pour accélérer la dynamique de croissance. L'inauguration du pavillon Maroc, en présence de Son Excellence Zohour Alaoui, Ambassadrice de Sa Majesté le Roi en Allemagne, a souligné la portée institutionnelle et diplomatique de cette participation. Plus de 140 professionnels marocains sont mobilisés au sein d'un pavillon de plus de 1 000 m², conçu comme une vitrine immersive de l'offre nationale. Sept régions y sont représentées, notamment l'Oriental, Fès-Meknès et Souss-Massa, mises à l'honneur pour illustrer la diversité des expériences proposées. Cette présence structurée vise à stimuler la commercialisation, générer de nouveaux flux et consolider les partenariats existants. La connectivité constitue l'un des piliers de cette offensive. En marge du salon, des accords ont été conclus avec les compagnies Condor, Eurowings et Discover Airlines afin d'augmenter les capacités sur les lignes existantes et d'ouvrir de nouvelles dessertes vers des destinations marocaines à fort potentiel. La compagnie nationale Royal Air Maroc accompagne cette dynamique en renforçant sa programmation vers l'Allemagne, avec notamment de nouvelles liaisons reliant Nador à Francfort et Düsseldorf, en complément de la ligne Casablanca–Munich récemment lancée. Au total, les capacités aériennes progressent de 34 % pour la saison 2025-2026.

Achraf Fayda au salon de Berlin.

Le volet distribution s'inscrit également au cœur de la stratégie. L'ONMT consolide son alliance avec son partenaire historique TUI. L'édition 2026 de l'ITB a par ailleurs été marquée par la signature d'un partenariat stratégique avec DER Touristik, deuxième tour-opérateur allemand, avec un objectif de croissance de 25 % sur trois ans, traduisant une volonté d'inscrire la progression dans la durée. Ces initiatives s'appuient sur une conjoncture favorable. En 2025, plus de 930 000 touristes allemands ont visité le Maroc, soit une hausse de 11 % par rapport à l'année précédente. L'Allemagne s'impose désormais comme le septième marché émetteur du Royaume, représentant 5 % des arrivées internationales et jouant un rôle structurant dans la stratégie de diversification des flux. À Berlin, le Maroc affiche ainsi une démarche résolument proactive: renforcer la connectivité, sécuriser les partenariats de distribution, valoriser ses territoires et transformer la performance en levier de leadership durable sur le marché allemand.

Partenaires institutionnels: MDJS FAIRE GAGNER LE SPORT, Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration, INSMAC

Partenaires officiels: Entreprise sportive, Technopark

Partenaires Ecosystème: La French Tech Casablanca, Le Tremplin, Colosseum

Partenaires médias: Hit Radio, Hola! Maroc, L'ODJ, Télé Maroc

Organisateur: ACCELAB

Le Maigret du CANARD

Agression israélo-américaine contre l'Iran

LE MOYEN-ORIENT LIVRÉ AUX PYROMANES

Alors que Donald Trump affirme que la guerre qu'il a déclenchée contre l'Iran est quasiment terminée et que l'affaiblissement du régime des mollahs a été acquise, la réalité militaire raconte une autre histoire. Sur le terrain, les hostilités se poursuivent entre le régime iranien et Israël , transformant son annonce triomphaliste en aveu implicite d'une défaite...

JAMIL MANAR

Près de deux semaines après le déclenchement des hostilités israélo-américaines contre l'Iran, une question commence à circuler dans les chancelleries comme dans les salles de rédaction : Donald Trump et Benjamin Netanyahu ont-ils déjà perdu leur pari stratégique face à l'Iran ?

La guerre entre dans sa deuxième semaine et le scénario initial, vendu comme une opération rapide et décisive, ressemble de plus en plus à un pari hasardeux et mal calculé.

Au départ, l'idée paraissait simple. Une campagne de frappes massives, une démonstration écrasante de supériorité militaire et, en quelques jours, le régime des mollahs qui tombe , à la faveur de la destruction de son appareil, l'éclatement d'une insurrection de la population. Mais les jours passent et le régime iranien tient toujours. Non seulement il tient, mais il semble même avoir resserré les rangs. Après l'assassinat du guide suprême Ali Khamenei, les autorités iraniennes ont rapidement désigné son successeur — son propre fils Mojtaba Khamenei — consolidant ainsi la continuité du pouvoir au lieu de l'effondrement attendu. Dans les calculs initiaux de Washington et de Tel-Aviv, ce scénario ne figurait probablement pas dans la colonne « résultats probables». L'autre surprise est venue du champ militaire lui-même. Loin de se limiter à une posture défensive, l'Iran a démontré sa capacité de riposte en frappant, à l'aide de missiles balistiques sophistiqués, des cibles au cœur d'Israël et dans plusieurs zones stratégiques du Golfe persique. Cette capacité de réaction a transformé ce qui devait être une démonstration de puissance unilatérale en un affrontement beaucoup plus incertain.

Les systèmes de défense antimissiles interceptent une partie des projectiles, mais l'effet psychologique et stratégique de ces attaques reste considérable : l'Iran montre qu'il peut frapper, et surtout qu'il peut continuer à frapper. Autrement dit, la guerre éclair commence à ressembler à une guerre d'usure, préjudiciable aux intérêts américains et qui fragilise le locataire de la Maison Blanche tout en plongeant l'économie mondiale dans la tourmente à cause du blocage du détroit d'Ormuz.

C'est dans ce contexte que Donald Trump a tenté d'imposer son propre récit. Lors d'une conférence animée lundi 9 mars en Floride, le président américain Donald Trump a annoncé de manière unilatérale que la guerre était « presque terminée», affirmant que le conflit était « très en avance » sur le calendrier de quatre à cinq semaines qu'il avait lui-même évoqué auparavant. Selon lui, l'Iran n'aurait désormais plus de « marine », ni de « communications», ni de « force aérienne » et qu'il ne lui reste qu'à capituler…Mais l'Iran n'est pas le Venezuela... Mais cette déclaration triomphante contraste fortement avec la réalité du terrain : les frappes se poursuivent au Moyen-Orient et la confrontation reste ouverte. Signe supplémentaire des divergences au sein même du camp israélo-américain , Benjamin Netanyahu n'a d'ailleurs pas tardé à prendre ses distances avec l'optimisme affiché par Washington. Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou a affirmé qu'il n'en avait « pas fini avec le pouvoir iranien », laissant entendre que la confrontation avec Téhéran était loin d'être terminée…

Une autre partition

En vérité, le propos faussement victorieux de Trump, qui relève d'un exercice de communication et de consommation interne, sonne surtout comme un aveu d'impuissance face à une guerre qui s'est retournée contre Washington.

Car derrière la rhétorique martiale, la réalité stratégique apparaît bien différente. La résistance du régime iranien et l'ampleur de sa riposte ont profondément bouleversé les calculs initiaux de la Maison-Blanche. Loin d'un conflit éclair, les hostilités se sont transformées en crise régionale aux répercussions mondiales, exposant les limites de la stratégie américaine. À l'exception notable des industriels de l'armement – américains en tête – la guerre fait rarement des vainqueurs. Celle lancée par Washington et Tel-Aviv contre l'Iran ne déroge pas à la règle.

Déclenchée sans impératif stratégique clair ni objectif politique défini, elle a rapidement dégénéré en choc énergétique mondial. La paralysie quasi totale du détroit d'Ormuz a fait ressurgir le spectre des grands chocs pétroliers du siècle passé. La flambée des prix de l'énergie — le baril ayant dépassé les 115 dollars avant de descendre à 95 après les annonces rassurantes de Trump — provoquée par les représailles iraniennes commence à menacer sérieusement l'économie mondiale et à fragiliser un président déjà très impopulaire à huit mois des élections de mi-mandat. Inflation, marchés financiers secoués, chaînes d'approvisionnement perturbées : les secousses dépassent largement le Moyen-Orient. Dans une région qui concentre une part essentielle de la production mondiale d'énergie, chaque missile tiré fait grimper la nervosité des marchés. Au cœur de cette tempête géopolitique, Donald Trump se retrouve désormais confronté à un paradoxe cruel : la guerre qu'il pensait rapide et décisive s'est transformée en piège stratégique. Et ses déclarations triomphalistes ressemblent de plus en plus à une tentative de masquer une réalité embarrassante: une confrontation qui, face à la résilience de l'Iran, prend des allures de revers politique et stratégique. Les stratèges de la Maison-Blanche ont imaginé sans doute une autre issue. Ils en ont été réduits à devoir gérer un choc énergétique qui risque de frapper directement l'économie mondiale — et, accessoirement, les électeurs américains. La stratégie de Donald Trump repose souvent sur une logique simple : frapper fort, frapper vite, et imposer un rapport de force qui oblige l'adversaire à céder. La méthode a fonctionné avec les plus faibles.

Dans la réalité complexe du Moyen-Orient, elle s'est heurté à un adversaire coriace qui n'a pas peur de tenir tête à la première puissance mondiale et de frapper son protégé israélien. Le problème d'une guerre courte, c'est qu'elle ne fonctionne que si l'adversaire accepte le scénario. Or l'Iran semble avoir décidé de jouer une autre partition.Le régime que l'on annonçait au bord de l'effondrement continue de fonctionner. Les missiles iraniens continuent de tomber. Les prix de l'énergie continuent de grimper.

Et la grande question reste entière : quel est exactement l'objectif final de cette guerre ? Faire tomber le régime? L'obliger à négocier ? Détruire son programme militaire? Pour l'instant, il ne s'agit plus vraiment d'une stratégie, mais d'une improvisation sous les bombes : chaque frappe sert surtout à réinventer l'objectif d'une guerre qui n'en avait peut-être pas. Finalement, ce n'est pas Donald Trump qui décide de la fin de la guerre : allumer un brasier est facile, l'éteindre l'est beaucoup moins… ◗

Crime abject en Iran Une école de filles décimée par un missile américain

Au premier jour de la guerre, le 28 février, les autorités iraniennes avaient dénoncé le bombardement d'une école de filles dans la ville de Minab, imputant l'attaque aux forces israéliennes et américaines. Le bilan humain reste, à ce jour, le plus lourd du conflit : au moins 165 morts, selon Téhéran, parmi lesquels des dizaines d'élèves, pour la plupart de très jeunes filles. Quelques heures après la frappe, le président iranien Massoud Pezeshkian avait directement mis en cause les armées israélienne et américaine. Mais ni États-Unis ni Israël n'ont reconnu une quelconque responsabilité. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio s'était contenté d'indiquer que le Pentagone menait une enquête interne. Dans le même temps, sur les réseaux sociaux, plusieurs comptes à la fiabilité douteuse ont avancé une autre thèse : celle d'un missile iranien défaillant qui serait retombé sur l'établissement scolaire — une hypothèse relayée et examinée avec prudence par CheckNews. Mais un nouveau développement vient bouleverser ce récit. Selon des éléments préliminaires d'une enquête militaire interne américaine, révélés le 11 mars par The New York Times, le bombardement serait en réalité dû à une erreur grave dans les coordonnées de la cible transmises par l'armée américaine. D'après le quotidien américain, citant des responsables et des sources proches de l'enquête, le missile tiré était un Tomahawk, lancé par les forces américaines. Dans les heures qui ont suivi le drame, le président Donald Trump avait d'abord nié toute implication de Washington, renvoyant la responsabilité sur l'Iran. Avant de nuancer sa position, déclarant finalement qu'il « s'accommoderait » des conclusions de l'enquête. Reste une réalité tragique difficilement contestable : une école de filles a été pulvérisée, et derrière les démentis, les versions contradictoires et les batailles de communication, ce sont des dizaines d'enfants qui ont payé le prix d'une guerre qui, une fois encore, prétend viser autre chose que des civils. ◗

Le Maigret du CANARD

Depuis le 28 février, les États-Unis et Israël ont engagé contre le régime des mollahs en Iran une campagne militaire d'une intensité rarement observée au Moyen-Orient depuis plus de deux décennies. En l'espace de quarante-huit heures, plus de 1 250 objectifs auraient été visés : installations liées au programme nucléaire et aux missiles balistiques, centres de commandement, radars, systèmes de défense aérienne, infrastructures navales et dépôts de munitions.

LAILA LAMRANI

Riposte Iranienne

À la guerre comme à la guerre

Les gardiens de la révolution ont envoyé une série de missiles et de drones sur Israël et les bases américaines dans le Golfe.

L'objectif militaire apparaît clair : désorganiser l'appareil de défense iranien et réduire sa capacité de riposte. Sur le plan technologique et aérien, la supériorité américaine ne fait guère de doute. Mais la question centrale reste entière : quel résultat politique peut réellement découler d'un tel avantage militaire ?

Lorsque Donald Trump annonce depuis Mar-a-Lago le lancement de l'opération baptisée « Fureur épique », l'objectif semble initialement circonscrit : empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. « Ils n'auront jamais la bombe », affirme alors le président américain.

Mais très vite, la réalité opérationnelle paraît dépasser cette déclaration initiale. Les frappes s'étendent à un nombre croissant de cibles, élargissant progressivement le périmètre militaire du conflit. En même temps que la liste des objectifs s'allonge, la définition de la victoire devient plus floue et la durée possible de l'opération plus difficile à anticiper.

Cette flexibilité stratégique offre au président américain une marge de manœuvre tactique. Elle présente toutefois un revers évident : elle rend plus difficile l'identification d'un objectif politique clair. Quel équilibre régional Washington souhaite-t-il réellement atteindre ? Quelle transformation interne de l'Iran pourrait être considérée comme un succès stratégique ?

À cette incertitude s'ajoute une ambiguïté supplémentaire. Interrogé sur la suite des opérations, Donald Trump n'exclut pas la possibilité d'un déploiement de troupes américaines au sol si cela s'avérait « nécessaire ». La formulation maintient cette option à distance tout en la laissant ouverte.

Dans le contexte politique américain, une telle hypothèse réveille immédiatement les souvenirs des longues guerres menées au Moyen-Orient.

Les précédents du Vietnam War, puis des interventions en Irak et en Afghanistan, continuent de peser lourdement sur la réflexion stratégique à Washington. Ces conflits ont laissé une empreinte profonde dans l'opinion publique américaine et renforcé la réticence à engager de nouvelles forces terrestres dans la région.

C'est précisément pour cette raison que la stratégie actuelle privilégie la puissance aérienne, la technologie et les frappes à distance. Mais ce choix comporte un paradoxe majeur : s'il permet de limiter l'exposition militaire directe, il réduit aussi la capacité à façonner l'ordre politique qui pourrait émerger après la guerre.

L'histoire récente en offre plusieurs exemples. En Irak, la chute rapide du régime de Saddam Hussein en 2003 a ouvert une longue période de chaos et de fragmentation. Cette instabilité a favorisé l'émergence d'organisations djihadistes, dont Islamic State, qui a profondément déstabilisé toute la région.

En Afghanistan, malgré deux décennies d'intervention occidentale, le retour au pouvoir des Taliban en 2021 a illustré les limites d'une victoire militaire déconnectée d'un projet politique durable.

Ces précédents rappellent une réalité souvent ignorée dans les premières phases d'un conflit : la supériorité militaire ne garantit ni la stabilisation d'un pays ni la transformation durable de son système politique.

Le risque d'embrasement régional

Au-delà de l'Iran lui-même, cette guerre comporte un risque beaucoup plus large: celui d'un embrasement progressif de l'ensemble du Moyen-Orient.

Le conflit pourrait rapidement impliquer d'autres acteurs régionaux et provoquer une série de réactions en chaîne. Les réseaux d'alliances, les milices alliées de Téhéran et les tensions existantes dans plusieurs zones sensibles pourraient transformer une confrontation limitée en crise régionale majeure.

Des pays comme la Syrie, l'Irak ou encore le Yémen pourraient devenir à l'instar du Liban des théâtres secondaires d'un affrontement élargi. Dans le Golfe Persique, artère vitale du commerce énergétique mondial, toute escalade militaire ferait peser une menace directe sur les routes maritimes et sur la sécurité des installations pétrolières. C'est ce qui arrive aujourd'hui.

Un choc potentiel pour l'économie mondiale

Les conséquences ne seraient pas seulement régionales. Une guerre prolongée dans cette zone stratégique pourrait provoquer un choc énergétique majeur. Une perturbation durable de la production ou du transport du pétrole entraînerait probablement une flambée des prix de l'énergie, avec des répercussions immédiates sur l'économie mondiale. Pour faire face à cette crise. l'agence internationale de l'énergie a annoncé mercredi 11 mars la libération sur les marchés de 400 millions de barils.

Il s'agit du déblocage "le plus important" de l'histoire de l'institution. L'objectif est de réduire l'impact du blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz. Mais pour combien de temps ? Inflation, ralentissement de la croissance, tensions sur les marchés financiers : les effets d'un conflit prolongé pourraient rapidement dépasser les frontières du Moyen-Orient.

Le spectre d'une internationalisation du conflit

Un autre risque, plus grave encore, réside dans l'éventuelle internationalisation du conflit. L'Iran entretient des relations stratégiques avec plusieurs puissances internationales, notamment Russie et Chine.

Même si ces puissances ne souhaitent pas nécessairement une confrontation directe avec Washington, un élargissement du conflit pourrait les pousser à intervenir diplomatiquement, économiquement ou indirectement pour protéger leurs intérêts.

Dans un système international déjà marqué par de fortes rivalités entre grandes puissances, une telle escalade pourrait accentuer les fractures géopolitiques existantes.

Une guerre aux conséquences incertaines

Ainsi, derrière la démonstration de puissance militaire, une question demeure : quelle finalité politique cette guerre poursuit-elle réellement ? Car l'histoire récente rappelle une leçon essentielle : les conflits modernes ne se mesurent pas seulement en termes de victoires militaires, mais aussi en fonction de leurs conséquences politiques, humaines et économiques. Et dans une région aussi fragile que le Moyen-Orient, chaque guerre porte en elle le risque de provoquer des secousses dont l'onde de choc peut atteindre bien au-delà du champ de bataille.

Le Maigret du CANARD

Monarchies du Golfe

LE MIRAGE DE LA STABILITÉ

Les frappes qui ont visé plusieurs infrastructures dans les monarchies du Golfe marquent un tournant. La confrontation entre l'Iran, Israël et les États-Unis rattrape une région qui se croyait à l'abri des turbulences du Moyen-Orient.

AHMED ZOUBAÏR

L'image soigneusement construite à grand renfort de communication par les monarchies du Golfe - îlots de stabilité, vitrines de modernité et refuges de prospérité au cœur d'un Moyen-Orient tourmenté - vient de voler en éclats. En quelques heures, la carte postale a perdu de son éclat. Les frappes de drones qui ont visé, samedi 28 février, des hôtels emblématiques de Dubaï ainsi que son aéroport international, celui de Koweït City et des bâtiments résidentiels à Manama, avant d'atteindre le port stratégique de Port de Duqmau sultanat d'Oman et un pétrolier au large de ses côtes, ont instantanément fait le tour du monde. Gratte-ciel illuminés, marinas luxueuses et hubs aériens ultramodernes : ces symboles d'ouverture et de puissance économique sont devenus, en l'espace d'un week-end, des cibles militaires. Le choc est d'abord psychologique. Car au-delà des dégâts matériels, c'est la promesse implicite d'immunité géopolitique qui vacille. Les monarchies pétrolières notamment les Émirats arabes-Unis et le Qatar avaient parié sur la diversification économique, la diplomatie d'équilibre et l'investissement massif dans la sécurité pour se tenir à distance des convulsions régionales. Or, la guerre les a rattrapés. Le scénario redouté depuis des années par les capitales du Golfe — être aspirées dans l'affrontement opposant l'Iran à Israël et aux États-Unis — s'est matérialisé avec brutalité. Dès les premières frappes américano-israéliennes sur son territoire, Téhéran a mis ses menaces à exécution. En visant les alliés arabes de Washington, mais aussi la Jordanie et l'Irak, la République islamique a cherché à élargir le théâtre du conflit et à en internationaliser le coût. Cette extension du champ de bataille change la nature même de alliances deviennent des lignes de fracture et où chaque capitale se transforme en maillon potentiel d'une chaîne d'escalade. En visant les infrastructures civiles et énergétiques du Golfe, Téhéran ne cherche pas seulement à riposter : il envoie un message stratégique. Aucun partenaire de Washington ne sera épargné. Les bases militaires, les ports commerciaux, les aéroports internationaux et les installations pétrolières deviennent autant de leviers de pression. Objectif : faire payer un prix collec-

Dubaï Le Quand la guerre rattrape la vitrine du Golfe

Les missiles ont zébré le ciel de Dubaï après les frappes menées par États-Unis et Israël contre l'Iran. Pendant quelques minutes, l'émirat qui s'était construit une réputation mondiale de stabilité et de sécurité a découvert le bruit très réel d'une guerre régionale. Depuis les balcons des tours de verre qui dominent la ville, certains résidents ont d'abord filmé la scène comme on capte un événement spectaculaire. Les traînées lumineuses des interceptions antimissiles au-dessus des gratte-ciel ont été transformées en contenu vidéo presque instantané, commenté en direct comme un spectacle improvisé. Dans ces images, on tentait d'identifier les engins dans le ciel comme on analyserait un gadget technologique ou une nouvelle tendance virale. Les explosions lointaines devenaient un décor, les sirènes un fond sonore. Mais très vite, l'ambiance a changé. Car derrière les images spectaculaires, une réalité s'impose brutalement : la guerre n'est plus une abstraction lointaine. Elle est désormais visible depuis les fenêtres de la ville. L'émirat, peuplé à près de 90 % d'expatriés et longtemps présenté comme un havre de prospérité et de sécurité au cœur d'une région instable, découvre soudain sa vulnérabilité. Les vols perturbés ou annulés, les messages d'alerte, les discussions anxieuses sur les réseaux sociaux ont remplacé l'insouciance des premières minutes. Dans les résidences de luxe et les quartiers d'affaires, les conversations ont changé de ton. Les passeports sont ressortis des tiroirs, les scénarios d'évacuation sont évoqués, et les inquiétudes circulent plus vite encore que les images filmées sur les smartphones. Ce moment marque peut-être une rupture symbolique pour l'émirat. Pendant des décennies, Dubaï s'est imposée comme une vitrine du Moyen-Orient moderne : un centre financier, touristique et commercial où la guerre semblait appartenir au paysage lointain du reste de la région. Or, lorsque les missiles traversent le ciel au-dessus des gratte-ciel, même brièvement, cette illusion de distance se fissure. La ville qui incarnait la promesse d'un refuge stable au cœur des turbulences du Moyen-Orient découvre à son tour que, dans une région traversée par les rivalités stratégiques, aucune oasis n'est totalement à l'abri des secousses de la géopolitique. ◗

Le Maigret du CANARD

tif à l'agression israélo-américaine et contraindre les États du Golfe à reconsidérer leur alignement sécuritaire.

Spirale des violences

Le danger est double. D'un côté, la militarisation accélérée des monarchies du Golfe, contraintes de renforcer leurs défenses et d'ouvrir davantage leur espace aux forces américaines, ce qui les expose encore plus. De l'autre, la vulnérabilité économique d'une région dont la stabilité repose sur la fluidité du commerce, de l'aviation et surtout de l'énergie. Une perturbation prolongée des routes maritimes, des exportations d'hydrocarbures ou des hubs aériens pourrait provoquer une onde de choc mondiale : flambée des prix du pétrole, tensions sur les marchés financiers, insécurité alimentaire dans plusieurs régions dépendantes des importations. Les conséquences se font déjà sentir… Mais au-delà des chiffres et des marchés, c'est un risque plus profond qui se profile : celui du chaos régional. Si les frappes se multiplient, si les représailles deviennent systématiques, si des groupes armés alliés à l'Iran s'activent dans différents pays, la région pourrait basculer dans une logique de guerre diffuse et permanente. Une guerre sans front clair, sans calendrier, sans issue négociée visible. Les pays du Golfe, qui ont réussi jusque-là à se tenir à l'écart des conflits voisins, se retrouvent désormais malgré eux happés par la spirale des violences. Les investisseurs s'interrogent. Les expatriés s'inquiètent. Les opinions publiques locales, jusque-là spectatrices, deviennent soudainement concernées. La stabilité n'est plus un acquis ; elle devient un enjeu. En élargissant le conflit au-delà de ses frontières, l'Iran prend le risque d'un affrontement généralisé. Mais en déclenchant une offensive sans cadre multilatéral clair, les Etats-Unis de Trump et Israel ont ouvert une boîte de Pandore. Entre calcul stratégique et démonstration de force, la voie de la fin des hostilités semble pour le moment difficile à atteindre…

Et pendant que les sirènes rythment le quotidien des populations locales, la région avance dangereusement vers un point de non-retour. Ce qui était hier un conflit ciblé menace désormais de se transformer en crise systémique. Et dans un Moyen-Orient déjà saturé de tensions, l'illusion d'une stabilité à l'abri des crises vient de se dissiper. ◗

Omra sous les missiles

La foi non remboursable!

Ni remboursement ni report pour ceux qui ont décidé d'annuler leur séjour Omra pour cause de guerre au Proche Orient. Pèlerinage à haut risque, profits bénis!

Alors que les missiles continuent de pleuvoir sur le Proche-Orient, traçant des arabesques mortelles dans le ciel de la région, l'Arabie saoudite a choisi courageusement son camp. Non pas celui de la paix, mais celui du business. Or le sens des responsabilités exige que Ryad ferme son espace aérien aux vols internationaux pour ne pas exposer la vie des gens à des risques inconsidérés. Mais pourquoi interrompre un juteux commerce sous prétexte que des missiles iraniens pourraient transformer un vol commercial en torche volante?

Les frappes israélo-américaines ont déchaîné la colère de Téhéran, qui a riposté en envoyant des missiles sur les pétromonarchies. Mais à Ryad, on a la foi chevillée au corps et au portefeuille. La sécurité des passagers ? Un détail insignifiant. Le risque qu'un missile égaré transforme un voyage spirituel en sépulture ? Un risque négligeable, comparé aux milliards de dollars que rapporte la Omra tout au long de l'année.

L'Arabie saoudite continue donc de vendre ses packs « Omra spécial Ramadan », jouant à la roulette russe avec la vie des fidèles. Car il ne faudrait surtout pas que la géopolitique vienne gâcher la saison des affaires. Après tout, tant que les pèlerins traversent un espace aérien sous tension, l'essentiel est ailleurs : il faut bien remplir les caisses pour pouvoir, ensuite, généreusement remplir les poches de « tonton Trump » et de ses copains. Parce qu'en Arabie, la charité commence par soi-même… et finit souvent à Washington.

Et pour ceux qui, au Maroc, ont eu la mauvaise idée de paniquer et d'annuler leur séjour, le message des autorités saoudiennes est d'une clarté cristalline : pas un centime ne sera rendu, pas un voyage reporté. Vous avez peur de finir en passager clandestin d'un missile iranien ? C'est votre problème. Le contrat, c'est le contrat. La guerre, c'est la guerre. Mais l'argent, lui, ne se discute pas. Alors voilà : venez à vos risques et périls, traversez un espace aérien sous tension, croisez les doigts pour que votre vol ne croise pas la trajectoire d'une roquette.

Et pour ceux qui, au Maroc, ont eu l'inconvenance de paniquer et d'annuler leur séjour, le message venu de Arabie saoudite est d'une limpidité presque spirituelle : pas de remboursement, pas de report. Le contrat est sacré — peut-être même plus sacré que le pèlerinage lui-même. Vous craignez que votre avion partage le ciel avec un missile iranien? C'est regrettable, mais ce genre de détail n'entre manifestement pas dans les clauses de l'aviation et de l'hôtellerie locales.

Après tout, la foi demande du courage. Alors venez, traversez un espace aérien sous tension, et espérez simplement que votre vol ne croise pas la trajectoire d'une roquette égarée venue d'Iran. Certains parlent de voyage spirituel ; d'autres pourraient y voir une expérience mystique… avec un supplément d'adrénaline.

Car dans cette affaire, une chose semble parfaitement claire : la guerre est peut-être incertaine, la géopolitique imprévisible, mais les recettes du pèlerinage, elles, restent d'une stabilité remarquable. Et il serait tout de même dommage que quelques inquiétudes sécuritaires viennent perturber la colossale pompe à fric spirituelle du royaume de MBS. Au fond, c'est peut-être cela la vraie leçon: dans un monde agité et dangereux, il existe encore une valeur refuge absolue : le paiement non remboursable. Et si, au passage, une partie de ces milliards contribue à huiler les relations stratégiques avec les États-Unis et leur flamboyant président Donald Trump, c'est sans doute ce que l'on appelle, dans certains cercles, une bénédiction géopolitique.

Après tout, quoi de plus sacré qu'un pèlerinage effectué dans la peur ? Ça ajoute du piquant à la spiritualité. Et surtout, cela permet aux caisses saoudiennes de rester pleines, prêtes à être généreusement reversées à «tonton Trump » et à ses amis américains. La foi est sacrée, les recettes encore plus!

On croyait pourtant que la tragédie du Malaysia Airlines Flight MH17 au-dessus de l'Ukraine avait servi de leçon : un avion civil et 298 passagers pulvérisés en juillet 2014 parce que le ciel d'une zone de guerre était resté ouvert. Mais il faut croire que, face aux milliards du transport aérien et du pèlerinage, certaines leçons finissent par se dissoudre dans les bilans comptables. Finalement, le seul espace vraiment sécurisé dans cette histoire qui ne vole pas très haut semble être la caisse… ◗

Le Maigret du CANARD

Proche-Orient

Le Liban, nouveau front brûlant de la guerre régionale

LAILA LAMRANI

La guerre qui opposant Israël et les États-Unis à l'Iran s'est étendu au Liban, transformant la frontière israélo-libanaise en l'un des principaux théâtres militaires de cette guerre régionale. Depuis début mars, les affrontements entre l'armée israélienne et le Hezbollah se sont intensifiés, avec des frappes aériennes massives, des tirs de roquettes et des combats localisés dans le sud du pays.

La nouvelle phase du conflit a commencé lorsque le Hezbollah a lancé des missiles et des drones vers le nord d'Israël, affirmant agir en représailles aux opérations menées contre l'Iran. Cette attaque a provoqué une riposte immédiate de l'armée israélienne, qui a frappé de nombreuses positions au Liban, notamment dans la banlieue sud de Beyrouth et dans la vallée de la Bekaa. Les bombardements israéliens ont officiellement visé des infrastructures militaires, des dépôts d'armes et des institutions financières liées au mouvement chiite. Les autorités israéliennes affirment vouloir réduire durablement la capacité militaire du Hezbollah et empêcher l'ouverture d'un front nord durable. Parallèlement aux frappes aériennes, l'armée israélienne a renforcé ses positions le long de la frontière et a déployé des troupes dans certaines zones du sud du Liban. Des combats ont été signalés autour de localités frontalières comme Khiam, où des unités israéliennes et des combattants du Hezbollah se sont affrontés. Israël a également ordonné l'évacuation de dizaines de villages situés près de la frontière, demandant aux habitants de se déplacer au nord du fleuve Litani, ce qui laisse craindre une possible offensive terrestre plus large.

Un lourd bilan humain

Les bombardements israéliens ont entraîné un bilan humain lourd. Selon les autorités libanaises, plusieurs centaines de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers d'habitants ont été contraints de fuir leurs villages dans le sud et la vallée de la Bekaa. Les infrastructures civiles ont également été touchées, notamment dans la banlieue sud de Beyrouth, bastion du Hezbollah, où de puissantes explosions ont été signalées ces derniers jours.

Les blindés israéliens au sud-Liban

Un risque d'embrasement régional

Pour de nombreux analystes, le front libanais pourrait devenir l'un des éléments décisifs de la guerre régionale. Si l'escalade se poursuit, un affrontement direct et prolongé entre Israël et le Hezbollah pourrait entraîner une déstabilisation majeure du Liban et élargir encore le conflit au Moyen-Orient. Dans un pays déjà aux prises avec une grave crise économique et politique, la perspective d'une nouvelle guerre de grande ampleur inquiète profondément la population libanaise et la communauté internationale. ◗

La guerre au Moyen-Orient fait flamber les prix de l'énergie

Le coup de pompe de trop

Quand les prix du carburant flambent, tout augmente.

LAILA LAMRANI

Le blocage du détroit d'Ormuz en raison de la guerre israélo-américaine contre l'Iran fait flamber le pétrole et met le Maroc sur la voie d'une inflation qui risque de carburer. Entre essence et gasoil, le royaume, dépendant à plus de 95 % des hydrocarbures importés, voit ses prix grimper à fond la caisse. Les stocks stratégiques couvrent une trentaine de jours, un petit tampon de sécurité face à un choc qui pourrait durer. Une hausse des prix à la pompe est attendue dès le 15 mars, tandis que le gouvernement annonce un soutien aux professionnels du transport. Mais l'efficacité de ces subventions reste problématique et il va sans dire que le consommateur final risque comme toujours de trinquer, victime de hausses en cascade qui menacent un pouvoir d'achat déjà malmené. En cause, la hausse des coûts logistiques qui se profile à l'horizon ainsi que celle du fret maritime et aérien et du transport en commun. Pour atténuer les effets de cette crise multiforme, le gouvernement pourrait rebrancher le vieux moteur de l'aide directe aux transporteurs. Ce mécanisme, déjà lancé en mars 2022 pour amortir le choc de la guerre russo-ukrainienne, avait coûté près de 7 milliards de dirhams aux finances publiques. Mais cette pompe à aides ne fait pas l'unanimité. La Fédération de transport et de la logistique (FTL) dit préférer un système indexé sur les prix à la pompe, plutôt que de recevoir un montant forfaitaire. Argument avancé : plus de 90 % des entreprises possèdent moins de deux camions, et l'aide dépend du tonnage, pas du carburant réellement consommé . Parfois, 6.000 dirhams suffisent à encourager certains à laisser leurs camions au garage plutôt que de les faire rouler.

La paralysie du détroit d'Ormuz rappelle que le Maroc roule encore à l'énergie fossile et que la route est longue avant d'atteindre l'indépendance énergétique. Mais avec des solutions durables et des décisions stratégiques, le royaume peut espérer ne plus se faire vider le réservoir par les turbulences internationales, même si pour l'instant, ce sont les consommateurs qui font le plein… de factures.

Le Maroc est un leader africain de la transition énergétique, visant plus de 52 % de puissance électrique installée à partir de sources renouvelables d'ici 2030, et 80 % d'ici 2050. Avec plus de 45 % de la puissance installée en 2024/2025 (solaire, éolien, hydroélectricité), le pays mise sur de grands projets comme Noor Ouarzazate et le développement de l'hydrogène vert. Mais des efforts restent à déployer dans le domaine de la mobilité électrique, le renforcement des réserves stratégiques et la diversification des sources d'approvisionnement. C'est à ce prix que l'on peut éviter les coups de pompe préjudiciables à l'économie et au pouvoir d'achat.. ◗

Can'Art et CULTURE

Bande-son interdite À Toronto, une voix pour la Palestine fait démissionner la critique

La Toronto Film Critics Association traverse sa plus grave crise après avoir supprimé d'une vidéo de remerciement les mots d'Elle-Máijá Tailfeathers exprimant son soutien au peuple palestinien.

LAILA LAMRANI

Chaque année depuis 1997, la Toronto Film Critics Association remet ses prix avec la solennité feutrée des grandes messes culturelles. On y célèbre le cinéma canadien et international, on applaudit, on félicite, on se congratule — bref, tout ce qu'il faut pour rappeler que l'industrie du film sait encore produire des trophées, des discours… et parfois quelques silences bien choisis.

Lundi dernier, le prix du Meilleur long-métrage canadien est revenu à Blue Heron de Sophy Romvari. Dix-sept autres récompenses ont été distribuées avec une belle générosité critique : Paul Thomas Anderson a été sacré meilleur réalisateur pour One Battle After Another, tandis que Sirât d'Oliver Laxe a été distingué comme meilleur film international. Jusque-là, rien que de très normal dans le petit théâtre annuel de la cinéphilie distinguée.

L'histoire aurait pu s'arrêter là, avec des applaudissements polis et quelques coupes de vin blanc tiède. Mais la réalité, cette invitée imprévisible que les cérémonies préfèrent souvent laisser au vestiaire. s'est invitée dans la salle.

La comédienne autochtone Elle-Máijá Tailfeathers, récompensée comme meilleure actrice dans un second rôle pour Sweet Angel Baby de Melanie Oates, a découvert que sa vidéo de remerciement avait été… disons, subtilement censurée. Comprendre : un passage a disparu comme par enchantement. Un détail technique, diront certains. Un détail qui, par hasard, concernait une phrase où l'actrice affirmait que son « cœur continue d'être avec le peuple de Palestine, qui vit actuellement un génocide ».

Cette censure dévoile une forme d'allergie persistante et virulente envers les Palestiniens et leur cause, un réflexe conditionné qui, dans les institutions culturelles comme ailleurs, déclenche une réaction immédiate dès que l'on évoque leur histoire, leurs droits ou leur humanité. Comme si, face à la simple mention de la Palestine, le corps social entrait en éruption : éternuements de condescendance, rougeurs d'indignation sélective, respiration sifflante de mauvaise foi. Une réaction allergique d'autant plus frappante qu'elle survient dans une cérémonie qui, par ailleurs, prend soin d'ouvrir ses événements par une reconnaissance des territoires autochtones.

Curieuse coïncidence : dans certaines cérémonies, la censure est parfois aussi rapide que la liberté d'expression est lente.

La comédienne n'a guère goûté ce caviardage. Aussi a-t-elle décidé de rendre son prix, accompagnant son geste d'un courriel où elle dénonce la posture de « neutralité » de l'organisation, rappelant au passage une évidence qui dérange souvent les institutions : prétendre être apolitique est, en soi, un choix politique.

À partir de là, la machine s'est emballée. Au sein de la Toronto Film Critics Association, l'ambiance a rapidement viré du tapis rouge au règlement de comptes. Sur une quarantaine de membres, près de la moitié ont déjà claqué la porte. Parmi les démissionnaires figurent notamment Barry Hertz, Peter Knegt et Radheyan Simonpillai. Ce dernier résume l'affaire avec une ironie amère : difficile, explique-t-il, de rester dans une organisation capable d'ouvrir ses événements par une reconnaissance des territoires autochtones… tout en réduisant au silence l'unique discours d'acceptation prononcé par une artiste autochtone.

Devant la tempête, l'association a tenté l'exercice classique du communiqué apaisant. Elle dit regretter la décision de l'actrice, tout en expliquant que le discours avait été raccourci « afin de respecter le rythme et la durée de la cérémonie ». Un argument toujours pratique : le chronomètre est souvent le meilleur allié des coupes éditoriales embarrassantes, et le meilleur cache-sexe des allergies politiques inavouables.

La présidente, Johanna Schneller, a assumé la responsabilité de la décision avant de quitter son poste mercredi. Reste à savoir si ce sacrifice institutionnel suffira à éteindre la polémique. Une question traverse l'esprit de nombreux observateurs : la Toronto Film Critics Association serait-elle une antenne sioniste déguisée en institution culturelle ? En tout cas, la censure infligée à une comédienne autochtone pour avoir simplement dit que son cœur vibre pour la Palestine laisse pour le moins songeur…

La comédienne autochtone Elle-Máijá Tailfeathers.

A ce rythme, la Toronto Film Critics Association pourrait bien célébrer l'an prochain ses 50 ans d'existence… dans une ambiance digne d'un film expérimental : beaucoup de critiques, très peu de figurants, et une question qui plane au-dessus du générique : jusqu'où peut-on couper un discours avant de commencer à trucider la liberté d'expression elle-même, et jusqu'à quand les institutions culturelles continueront-elles de traiter la cause palestinienne comme un allergène qu'il faut tenir à distance, au risque de s'asphyxier elles-mêmes ? ◗

Rabat Street Art Festival

Le Mur des talents

À l'approche de sa 11e édition, prévue du 16 au 27 avril 2026, le JIDAR – Rabat Street Art Festival réaffirme son engagement envers la jeune scène artistique marocaine. Le festival lance ainsi l'appel à participation pour l'un de ses projets les plus emblématiques: le Mur Collectif.

Un laboratoire de création au cœur de Rabat

Bien plus qu'une simple fresque, le Mur Collectif se veut un véritable laboratoire de création et de transmission. Pensé pour les artistes émergents, les étudiant·e·s en écoles d'art et les passionné·e·s de culture urbaine, ce projet offre un espace d'expérimentation unique au cœur de la capitale.

Du 20 au 26 avril 2026, douze candidat·e·s sélectionné·e·s auront l'opportunité de concevoir une œuvre monumentale dans un cadre collaboratif favorisant l'échange, l'apprentissage et l'exploration technique.

L'édition 2026 sous le regard de BAKR

Comme chaque année, la dimension pédagogique occupe une place centrale. Pour cette édition, les participants seront accompagnés par l'artiste BAKR. Né en 1995, il a hérité d'un savoir-faire classique transmis à Fès par le maître El Ghiati.

Son parcours l'a ensuite conduit aux École des Beaux-Arts de Casablanca, où il a su mêler tradition académique et énergie du street art contemporain.

Cette fusion entre héritage artistique et culture urbaine fait de lui un mentor particulièrement inspirant pour la nouvelle génération.

Une rampe de lancement pour les jeunes artistes

Participer au Mur Collectif constitue une occasion rare pour les talents émergents de bénéficier d'un encadrement artistique professionnel. Au-delà de l'apprentissage technique, cette expérience encourage la collaboration entre jeunes artistes venus de différentes régions du Royaume. Ils pourront confronter leurs visions, expérimenter le grand format et créer sans la pression du résultat final.

C'est aussi une immersion complète dans l'écosystème du festival, qui peut, pour certains, ouvrir la voie à une future participation à la programmation officielle du JIDAR – Rabat Street Art Festival.

Comment participer

Les aspirants muralistes, étudiants en écoles d'art, artistes débutants ou passionnés de culture urbaine, peuvent dès à présent soumettre leur candidature en ligne via le formulaire dédié. Pour cette édition, douze talents seulement seront retenus afin de garantir un accompagnement optimal.

Les candidats doivent être disponibles à Rabat du 20 au 26 avril 2026. Le dossier de candidature, comprenant le formulaire rempli et un portfolio (PDF ou lien en ligne), doit être envoyé avant le 5 avril 2026 à minuit. ◗

Le Maigret du CANARD

POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki

Economiste, ancien ministre de l'Emploi et des Affaires sociales.

Les PME face aux impératifs d'une croissance durable

Le rapport que vient de publier la CEA (Commission économique pour l'Afrique) sur le renforcement de la résilience climatique en Afrique du Nord est d'une grande actualité et mérite d'être analysé et médité*. Il s'adresse bien sûr en premier lieu aux décideurs des pays concernés en ciblant tout particulièrement les PME qui constituent plus de 90% du tissu productif. Ayant tiré profit des contributions du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), des rapports de la Banque Mondiale et d'autres institutions, et après avoir dressé un diagnostic sur chacun des pays inclus dans le groupe Afrique du Nord, la CEA a élaboré une feuille de route en vue d'aider les PME à mieux s'adapter aux changements climatiques. Les effets des changements climatiques peuvent être répartis entre tendances à long terme et chocs à court terme. Les tendances observées concernent les effets progressifs sur la disponibilité de l'eau, les températures et la dégradation des sols, tandis que les chocs recensés correspondent à des phénomènes climatiques extrêmes, tels que les inondations survenues en 2023 en Libye ou celles survenues au Maroc cette année. Les tendances comme les chocs ont des effets économiques importants : les premières appellent des mesures d'adaptation, tandis que les seconds exigent des capacités de résilience.

Alors que les pays de l'Afrique du Nord sont extrêmement exposés aux risques climatiques, le modèle de développement en cours est caractérisé par une forte consommation de ressources et n'est pas durable. Les entreprises doivent s'adapter en investissant dans les énergies renouvelables, les technologies efficientes et les pratiques durables. Elles doivent intégrer les considérations environnementales dans leurs activités, contribuant ainsi l'édification d'un avenir durable et résilient.

Dépasser la logique du profit

Bien sûr, le défi que représentent les changements climatiques n'est pas le même pour tous les pays d'Afrique du Nord. Bien qu'ils soient exposés aux mêmes menaces, leurs niveaux de développement et leurs structures économiques diffèrent. Les pays dont l'économie moins diversifiée (Algérie, Libye), et les pays faiblement développés (Soudan, Mauritanie) sont les plus exposés. Et ce sont ces pays là qui n'ont rien fait jusqu'à présent pour intégrer la durabilité dans leur modèle de développement. Aujourd'hui, le principal défi consiste à passer d'une approche à court terme, axée sur les profits, à des objectifs à long terme favorisant la stabilité des écosystèmes et la durabilité économique. Cette transition suppose de remodeler les structures des entreprises et les cadres juridiques afin d'obtenir de meilleurs résultats. Un aspect essentiel de cette transformation consiste à modifier les caractéristiques fondamentales des entreprises en les alignant sur ces objectifs plus larges, de manière à promouvoir la gouvernance d'entreprise durable. (ESG : Environmental, Social, and Governance.)

Le développement durable des entreprises va au-delà de leur responsabilité sociale ; il exige une transformation fondamentale des modèles d'entreprise afin de les aligner sur des systèmes économiques durables. Il suppose un équilibre entre la direction et la gestion, de manière à obtenir des résultats à la fois à court et à long termes, tout en assurant la reddition de comptes au sein de l'entreprise et au-delà.

Une durabilité encore marginale

La gouvernance d'entreprise durable est encore peu développée et peu diffusée en Afrique du Nord. Le niveau moyen de responsabilité des entreprises concernant les critères ESG dans les économies nord-africaines reste faible. Seuls trois pays -Egypte, Maroc et Tunisie- ont une réglementions à ce sujet. Dans l'ensemble, les pays de l'Afrique du Nord représentent de faibles performances en matière de durabilité. Les données établies par la Banque Mondiale classent ces pays au bas de l'échelle : Maroc (-0,5), l'Égypte (-0,45) et la Tunisie (-0,18) présentent des scores inférieurs à ceux de pays plus performants tels que la Grèce (0,54), l'Ouzbékistan (0,52) et la Turquie (0,38). L'incertitude entourant les changements climatiques, l'ampleur et la probabilité inconnues des chocs, ainsi que l'absence de préparation des sociétés face à des scénarios extrêmes, soulignent l'urgence de mettre en œuvre des stratégies efficaces d'atténuation des changements climatiques afin de prévenir des menaces existentielles pour les populations humaines et la biodiversité. Il est absolument essentiel de concevoir une mesure alternative du bien-être afin de définir un nouvel objectif holistique pour les entreprises, qui englobe une amélioration sociale et environnementale plus générale La responsabilité environnementale et sociale d'une entreprise étant étroitement liée à son rôle dans la société, la redéfinition de ce rôle ne peut se faire indépendamment d'un objectif collectif. Il est donc impératif que la transformation de la gouvernance d'entreprise soit aussi efficace que possible du point de vue du bien-être collectif durable. Cette transformation doit s'inscrire dans une nouvelle vision et un nouveau modèle économique. Les indicateurs du PIB et du profit ne sauraient à eux seuls constituer des éléments de mesure du bien-être.

Une nouvelle vision de développement

Pour faire face aux problèmes qu'affronte l'Afrique du Nord, tels que la dégradation des ressources en eau et des sols, la perte de biodiversité et l'utilisation relativement peu efficace des matériaux pour contribuer au bien-être, il devient urgent que la sous-région définisse une nouvelle vision du développement, conforme aux limites planétaires. A cette fin, l'étude propose un certain nombre de recommandations dont notamment :

- Définir une vision collective au service d'un bien-être durable. Il convient de définir collectivement une nouvelle vision pour l'avenir, qui inclurait une mesure du bien-être ainsi que de nouveaux « objectifs de bien-être » alignés sur les « limites planétaires locales ».
-Sensibiliser davantage les acteurs économiques. Les entreprises et les citoyens manquent souvent d'informations sur les changements climatiques et ont donc besoin d'acquérir des connaissances générales et spécifiques (sectorielles, géographiques, etc.) sur ce phénomène et ses conséquences.
- Favoriser l'émergence d'un système de mesure de l'impact environnemental. Mesurer l'impact environnemental des entreprises est essentiel pour favoriser la durabilité. Il est essentiel de développer des méthodologies et des outils permettant d'évaluer en permanence l'impact des entreprises sur des dimensions aussi importantes que l'eau, les sols, la biodiversité et la pollution.
- Mettre en place des incitations commerciales pour promouvoir la durabilité, tant du côté de la demande que de celui de l'offre.
- Fixer le cap pour les entreprises. Chaque gouvernement doit établir une feuille de route avec des objectifs clairs pour parvenir à une transition durable. Cette feuille de route doit permettre aux entreprises de planifier et de prendre des décisions en ce qui concerne l'investissement, la production et d'autres activités. Les entreprises ont besoin d'une orientation claire et doivent bien comprendre l'évolution de l'économie.
- Accélérer la diffusion et l'adoption de pratiques environnementales, sociales et de gouvernance. Il est important d'adopter dès le départ des pratiques exemplaires pour la conception des politiques de divulgation environnementale et d'aligner leur contenu sur les conditions locales ou sur les limites planétaires locales.

Il va sans dire que l'État joue un rôle essentiel en apportant un soutien public à l'élaboration, à l'adoption et à la diffusion de ces méthodologies et outils au sein de l'économie, en particulier pour aider les petites été moyennes entreprises qui peuvent manquer des compétences et des ressources nécessaires. D'où la nécessité d'adopter la planification écologique. ◗

« Le rôle des petites et moyennes entreprises dans le renforcement de la résilience climatique en Afrique du Nord », publié par la Commission économique pour l'Afrique, Bureau sous-régional en Afrique du Nord, février 2026.

Le MIGRATEUR

Agression contre l'Iran L'Espagne choisit la cohérence face à Trump

AHMED ZOUBAÏR

La décision du gouvernement espagnol de refuser l'utilisation par les États-Unis des bases de Rota et de Morón pour une opération contre l'Iran ne relève ni d'un coup de tête ni d'un anti-américanisme circonstanciel. Elle s'inscrit dans une ligne diplomatique que l'Espagne de Pedro Sánchez assume avec constance depuis des mois : défense du droit international, condamnation des exactions commises à Gaza et soutien explicite à la reconnaissance d'un État palestinien. Dans le paysage européen et occidental, cette posture n'est pas majoritaire. Avec l'Irlande, l'Espagne fait figure d'exception : l'un des rares pays à avoir adopté une position claire et juste sur le dossier palestinien, rompant avec les ambiguïtés et les postures complices de nombreuses capitales occidentales. Depuis le début des bombardements à Gaza, après l'attaque du Hamas d'octobre 2023, le gouvernement de Pedro Sánchez a affiché une position critique vis-à-vis de Israël, dénonçant les frappes contre les civils et plaidant pour un cessez-le-feu définitif. Dans cette logique, autoriser une opération américaine contre l'Iran depuis le territoire espagnol aurait constitué une rupture stratégique majeure, en contradiction flagrante avec la doctrine affichée : refus de l'escalade régionale et priorité à la désescalade diplomatique. Le refus de Madrid doit donc être lu comme un acte de cohérence. Cohérence politique interne, vis-à-vis d'une opinion publique largement sensible à la cause palestinienne, mais surtout cohérence externe: ne pas contribuer à l'extension du conflit en cours au Moyen-Orient, dont les conséquences se font déjà sentir à l'échelle planétaire. En empêchant l'utilisation des bases de Rota et de Morón, l'Espagne envoie un message clair : elle ne veut pas être un maillon logistique d'une guerre susceptible d'embraser la région. La réaction de Donald Trump, faite de menaces commerciales et de déclarations méprisantes sur la souveraineté espagnole, révèle en creux l'enjeu géopolitique : Washington semble considérer ses alliances comme des instruments d'alignement automatique. Or Madrid rappelle qu'une alliance militaire n'implique pas l'abandon du libre arbitre politique.

Pedro Sanchez, un homme de príncipes courageux.

Au-delà de cet incident diplomatique, cette séquence traduit une tension plus large au sein du camp occidental. L'Europe, ou du moins certaines de ses capitales, hésite à suivre les États-Unis dans une logique d'escalade contre l'Iran. Le Royaume-Uni, avec Keir Starmer, est également sommé de clarifier son positionnement. L'épisode met en lumière une fracture : solidarité atlantique d'un côté, volonté d'autonomie stratégique de l'autre. En définitive, le choix espagnol n'est pas une rupture avec Washington, mais l'affirmation d'une diplomatie constante: condamnation des violences contre les civils à Gaza, soutien au droit des Palestiniens, et refus de contribuer à une extension du conflit régional. Madrid, qui vient de rappeler son ambassadeur à Tel Aviv, parie sur la cohérence plutôt que sur l'alignement. Reste à savoir si cette cohérence résistera à la pression économique et politique d'un Donald qui ne conçoit ses alliés que dociles. ◗

"Non à la guerre"

Ce n'est pas la première fois que Pedro Sánchez s'oppose à Donald Trump. Il l'avait déjà fait sur plusieurs dossiers, notamment les dépenses de défense au sein de l'OTAN, l'offensive menée à Gaza ou encore les critiques américaines concernant les actions au Venezuela. Mais son refus d'autoriser les États-Unis à utiliser les bases militaires espagnoles de Rota et de Morón pour mener des attaques contre l'Iran, ainsi que la réaction virulente de Donald Trump, l'ont placé au premier plan de l'opposition européenne à la dérive autoritaire du président américain. Le chef du gouvernement espagnol a relancé le slogan « Non à la guerre » pour dénoncer l'offensive qu'il juge illégale menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Vingt-trois ans après le mouvement « Non à la guerre », qui avait mobilisé une grande partie de la société espagnole contre l'invasion de l'Irak, Pedro Sánchez a évoqué ce précédent pour répondre, sans le citer explicitement, à Donald Trump : « Nous ne serons pas complices d'un malheur pour le monde par crainte de représailles », a-t-il déclaré. Le chef du gouvernement faisait ainsi référence à l'erreur du « trio des Açores », auquel appartenait José María Aznar, qui avait soutenu une guerre jugée injuste. ◗

Bases américaines dans le Golfe

QUI PROTÈGE QUI AU JUSTE ?

ABDELLAH CHANKOU

La présence de bases militaires américaines dans les monarchies du Golfe Persique repose, en principe, sur un pacte implicite : Washington installe ses infrastructures stratégiques et, en échange, garantit la sécurité de ses alliés régionaux. Autrement dit, ces bases sont censées constituer un bouclier pour les États du Golfe face aux menaces régionales, notamment celles venant de l'Iran. Dans ce dispositif, des installations comme la gigantesque Al Udeid Air Base au Qatar, les infrastructures navales de la United States Navy à Bahreïn ou encore les bases américaines au Koweït et aux Émirats arabes unis sont supposées incarner ce fameux « parapluie sécuritaire » américain. Mais la guerre actuelle opposant les États-Unis et Israël à l'Iran fait surgir une contradiction qui frôle l'absurde. Alors que des missiles iraniens visent certaines installations militaires dans la région, ce sont souvent les systèmes de défense et les armées des pays du Golfe eux-mêmes qui se mobilisent pour protéger leur espace aérien… et, par la même

occasion, les bases américaines qui s'y trouvent. Pendant ce temps, Washington concentre l'essentiel de son effort militaire sur la protection de son allié israélien, laissant planer un malaise discret dans les capitales du Golfe. Les bases sont américaines, les risques sont locaux… et la priorité stratégique semble se situer ailleurs. Le paradoxe devient alors presque ironique. Les pays du Golfe hébergent des bases censées les protéger, mais lorsque la guerre a éclaté , ils se sont retrouvés à défendre eux-mêmes ces installations. Comme si le propriétaire d'une maison installait une alarme dernier cri… puis demandait au locataire de rester éveillé toute la nuit pour surveiller les caméras! A y regarder de plus près , le bilan de la présence militaire US dans le Golfe semble surtout avantageux pour les États-Unis puisque ces bases leur ont permis de consolider leur influence stratégique dans la région, d'assurer un accès privilégié aux immenses ressources énergétiques des monarchies pétrolières et d'ancrer ces États dans l'orbite de leur politique étrangère.

Au fil des décennies, la protection promise s'est ainsi accompagnée d'un alignement politique, militaire et économique de nombreux pays du Golfe sur les intérêts américains. D'où cette question, posée aujourd'hui avec une pointe d'humour un peu amer dans les salons diplomatiques du Golfe : les bases US servent-elles à protéger les pays qui les accueillent… ou à défendre les intérêts de ceux qui les installent ? ◗

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION
Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF
Abdellah Chankou

RÉDACTION
Jamil Manar
Amine Amerhoun,
Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,
Laila Lamrani Amine et
Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE
Samir Berhil
s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES
Boudali, Zag

WEBMASTER
Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE
Yahia Kamal

LOGISTIQUE
Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ
Essaadia HAKANI

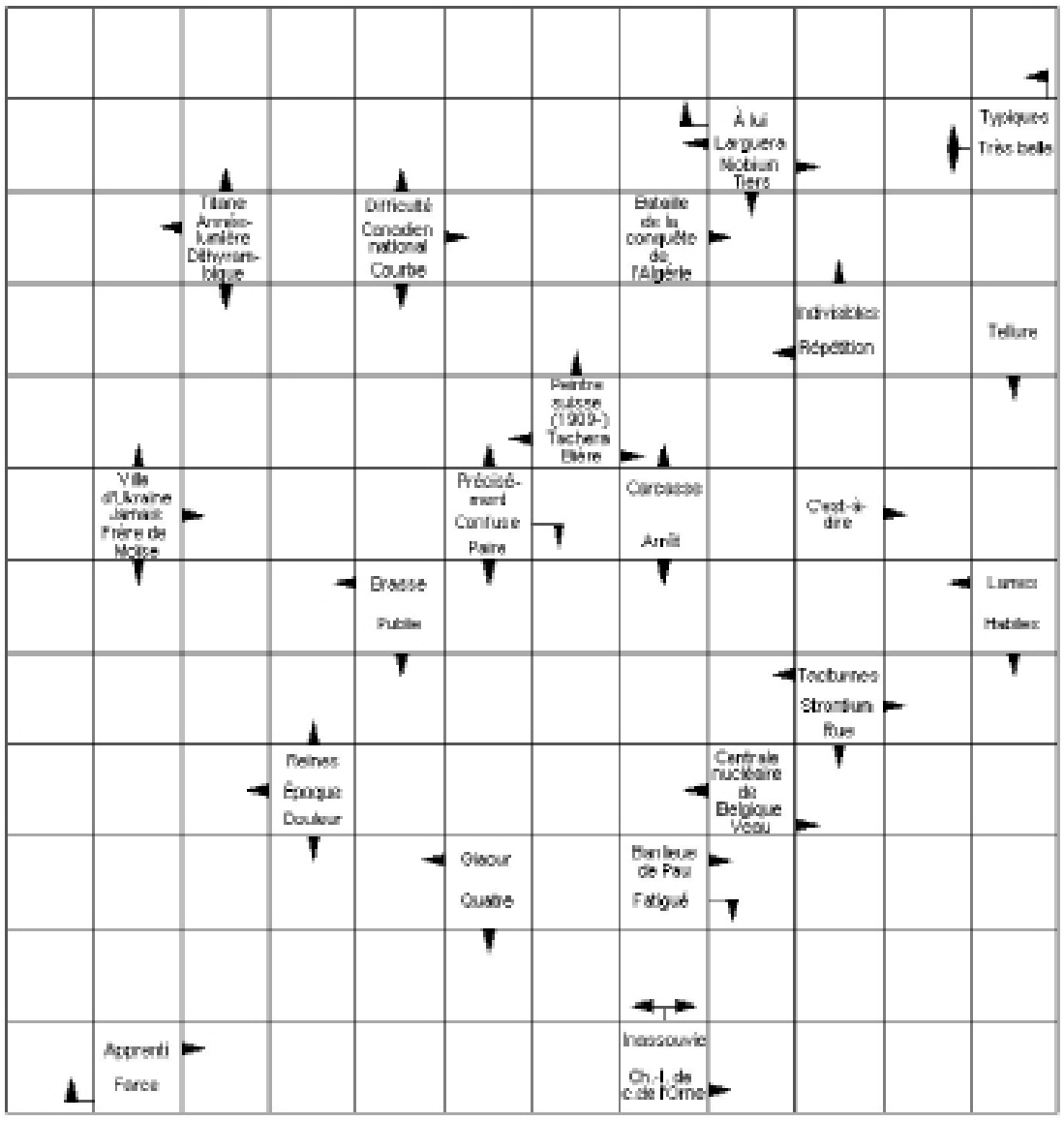
DOSSIER PRESSE
Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL
2007 / 0025

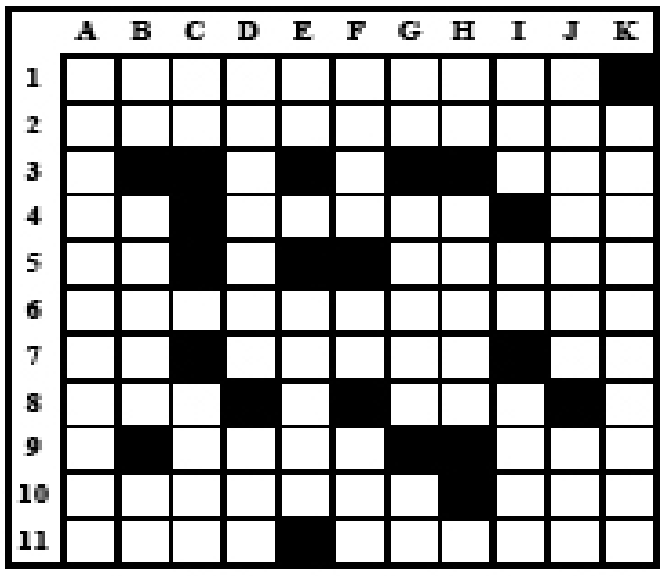
ISSN 2028-0416

Le MIGRATEUR

Mot Fléchés



Mots croisés



Horizontalement
[1] Méticuleuse. [2] Esquiveraient. [3] Sport. [4] Pièce de charpente. Cancan. Soldat américain. [5] Marque l'affirmation d'une petite tête. Ruminants. [6] On peut se servir d'eux. [7] Durée d'une révolution. L'élève de Rousseau. Pronom. [8] Propre. Cardinal. [9] Créature. Petit grain. [10] Complète. Soutient un tonneau dans la cave. [11] Transpirer. On l'est tous de quelqu'un.

Verticalement
[A] Des paroles superflues. [B] Adresse abrégée. Sans vices. Grecque. [C] Au bord de la Gironde. Sommet. [D] Tromperie plaisante. Sport nécessitant un équipement. [E] Note. Poisson d'eau douce. [F] Voiture permettant de suivre une course. Négation. Époque. [G] Baigne Saint-Omer. Prénom féminin. Préposition. [H] Négation. Maladie entraînant le manque de coordination. [I] Coupelle de laboratoire. Pronom. Touchа délicatement. [J] Choses difficiles à définir. Boisson. [K] Crièrent comme des hirondelles.

Mots Mêlés

E	N	G	I	E	T	I	M	R	E	T	T	A	L	B
P	I	M	A	G	O	I	M	R	U	O	F	D	E	P
E	I	N	O	L	O	C	P	I	Q	U	E	I	T	A
U	N	O	L	L	I	R	G	E	I	S	N	P	S	T
G	O	D	N	F	N	I	M	T	T	N	O	T	U	T
O	I	R	P	R	S	Q	E	O	S	I	A	E	C	E
L	R	U	U	E	E	U	C	A	U	C	T	R	O	D
I	G	O	N	L	C	E	U	N	O	C	H	E	L	A
B	A	B	A	O	T	T	P	T	M	A	H	S	E	R
E	L	L	I	N	E	H	C	E	N	V	M	E	V	D
L	O	L	S	R	O	M	A	N	T	E	L	N	R	X
L	A	B	E	I	L	L	E	N	G	A	I	A	A	U
U	U	L	E	L	Y	T	R	E	G	S	F	C	L	O
L	L	N	T	N	O	L	L	I	P	A	P	U	E	P
E	L	L	E	N	I	C	C	O	C	S	E	L	I	A

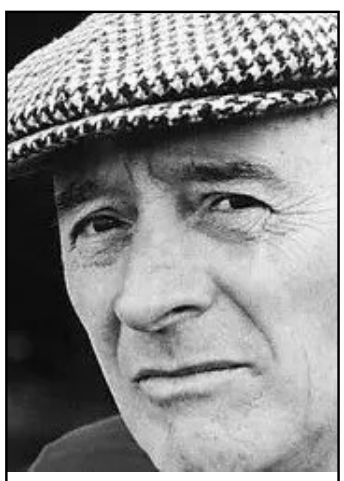
ABEILLE
AGRION
AILES
ANTENNE
BLATTE
BOURDON
CAFARD
CHENILLE
CIGALE
COCCINELLE
COLONIE
CRIQUET
DARD
DIPTERES
ELYTRE
FOURMI
FRELON
GRILLON
GUEPE
HANNETON
IMAGO
INSECTE
LARVE
LIBELLULE
LOCUSTE
LUCANE
LUNE
MANTE
MOUCHE
MOUSTIQUE
PAPILLON
PATTE
PIQUE
POUX
PUCE
PUNAISE
SAUTERELLE
TAON
TEIGNE
TERMITE
VACCINS

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

6								4
4				5			9	
9		2			4		6	
		9	4		1			
8		3				9		6
			3		8	2		
	7		2			4		9
	2			3				8
5								3

A méditer



« J'parle pas aux cons, ça les instruit. »

Michel Audiard

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

2	6	9	8	5	1	7	3	4
3	5	7	4	9	2	8	6	1
1	8	4	6	7	3	5	2	9
7	1	3	9	4	6	2	5	8
6	4	8	2	1	5	9	7	3
5	9	2	7	3	8	1	4	6
8	2	1	3	6	7	4	9	5
4	3	5	1	2	9	6	8	7
9	7	6	5	8	4	3	1	2

Mots Mêlés

Solution Mots Mêlés
Le mot-mystère :
Entomologiste

Mots fléchés

FACULTATIVES
.PINEAU.O.XE
GARE.PLANT.C
RIESLING.RO.
AS.CURE.JEEP
TETONS.P.SIR
TRI.E.AIROLO
E.ANNONCER.C
CARABIN.V.AR
ISE.UNETELLE
ET.ARTERIODE
LITIGES.LIER

Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	C	R	I	N	O	L	I	N	E	S
2	A	A	R	O	N	■	S	A	P	E
3	R	I	R	E	■	O	■	■	U	R
4	A	N	E	■	■	S	H	O	R	T
5	V	E	S	T	I	A	I	R	E	■
6	A	■	P	A	P	I	S	T	E	S
7	N	I	O	B	E	■	T	I	S	I
8	S	I	N	E	C	U	R	E	■	R
9	E	■	S	L	A	V	I	S	M	E
10	R	■	A	L	■	E	O	■	A	■
11	A	L	B	I	■	E	N	O	C	H
12	I	■	L	O	U	■	■	H	E	U
13	L	A	E	N	N	E	C	■	R	A
14	S	U	S	S	E	Y	E	R	A	S

Et BATATI ET BATATA

Bizarre

Aveugle mais clairvoyant

Aveugle depuis son jeune âge, Matt Formston dompte les plus grosses vagues de la planète. Cet Australien de 44 ans a passé sa vie à apprivoiser l'océan. Fin novembre, à 44 ans, il a accompli son exploit le plus audacieux, en s'attaquant avec succès aux vagues les plus redoutées de la planète à Nazaré, le « spot » des records du monde. « La plupart des surfeurs valides ne veulent rien avoir à faire avec cette vague », sourit le surfeur, rencontré par l'AFP à Pismo Beach en Californie cette semaine, lors du Championnat du monde de para-surf, qu'il a déjà remporté trois fois chez les malvoyants. « Mais moi j'adore ça, j'aime les grosses vagues. »
Matt Formston souffre d'une dystrophie maculaire, une maladie de la rétine qui l'a privé à cinq ans de toute sa vision centrale et ne lui laisse que 3% de vision périphérique dans l'œil droit, et 1% à gauche. Son handicap équivaut à « placer le poing devant son œil » et percevoir fugacement quelques formes grâce aux «bords extérieurs », devenus « flous comme un pare-brise poncé par du papier de verre », explique le sportif.

Trésor gastrique

Les chirurgiens sont parfois surpris par ce qu'ils peuvent découvrir dans l'estomac d'un patient au cours d'une opération. Mais rien ne pouvait préparer les médecins de Hangal Sri Kumareshwar, à Bagalkot, en Inde à ce qu'ils ont mis au jour fin novembre, dans les entrailles d'un homme d'une trentaine d'années. Conduit à l'hôpital par sa famille, le malade se plaignait de «ballotements» et de vomissements fréquents. Les examens préliminaires, radios et endoscopies, ont permis de déterminer assez vite la cause de ces troubles : une énorme quantité de pièces, avalées chaque jour pendant trois mois.
Une intervention chirurgicale de plus de deux heures a permis d'extraire un total de 187 pièces pour un poids de 1,5 kg de l'estomac du malade. «L'estomac était terriblement dilaté et il y avait des pièces dans tous les recoins» explique le Dr Eshwar Kalaburgi. Mais, miraculeusement, l'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, ne conserve que peu de séquelles de cet ahurissant régime alimentaire : «Nous avons traité un début de déshydratation et quelques autres symptômes mineurs. Mais le patient est stable et il peut parler normalement.»

.....

Il se souviendra toute sa vie de la demi-finale de la France contre le Maroc, mercredi 14 décembre 2022. Et pas seulement parce que les Bleus se sont qualifiés pour la finale de la Coupe du monde au Qatar. Un supporter tricolore, présent dans les tribunes de l'Al Bayt Stadium, a en effet reçu en plein visage un ballon frappé par Kylian Mbappé lors de l'échauffement.
Interrogé à l'issue de la rencontre par RMC Sport, le fan des Bleus est revenu sur cet incident : « Je n'ai pas du tout vu le ballon arriver. Je l'ai pris en plein visage à une puissance. Je suis tombé d'un coup, j'étais complètement K-O », relate-t-il. Soutenu par d'autres spectateurs, le supporter n'a même pas réalisé que l'attaquant du PSG s'était précipité pour prendre de ses nouvelles. « J'ai mis quelques minutes à m'en remettre », confie-t-il.
Après ce choc inattendu, l'homme a repris ses esprits et a pu assurer l'ambiance au tambour dans le kop français. Il a pu assister à la victoire de son équipe favorite et donc aux deux buts marqués par Théo Hernandez et Randal Kolo Muani.
En guise de compensation : Il a pu conserver le ballon reçu en pleine tête dédicacé par la star des Bleus.s

Rigolard

*C'est un professeur qui essaie d'expliquer l'arithmétique à un gosse : «Admettons que dans ta poche droite, t'aies 7,25 francs, et dans ta poche gauche 1,75 francs, qu'est-ce que t'en déduis?»
- « Que ce n'est pas mon pantalon ! »
- « Non, bon, autre exemple: t'as 16 bonbons, tu dois partager avec ton frère, combien tu lui en donnes ? »
- « Quatre ».
- « Mais tu sais pas compter! »
- « Moi, si, mais lui, non ».

*« C'est une souris qui revient de la Lune et qui dit à ses copines : « Je reviens de la Lune, c'est comme un gros gruyère ! Y a plein de trous et surtout y a pas un chat ! »

*« Une femme va se plaindre à la Sécurité Sociale :
- « J'ai un enfant de 3 ans, un autre de 2 ans et je ne touche plus la Sécurité sociale depuis que mon mari est mort il y six ans ! »
- « Comment ? Votre mari est mort depuis six ans et vous avez un enfant de 3 ans et un autre de 2 ans ? »
- « Hé, c'est lui qui est mort, c'est pas moi ».

*« Dans une boutique, un Belge demande au vendeur:
- « Vous avez des télés couleurs ? »
- « Oui »
- « Ben j'en voudrais une jaune ! »

*Au tribunal, une femme gueule :
- « Je veux le divorce, mon mari est toujours saoul et, d'ailleurs, il a vendu toutes mes casseroles pour acheter à boire ».
Le mari intervient :
- « Moi aussi veux divorcer. Elle a mis un mois avant de s'apercevoir que les casseroles n'étaient plus là. »

*Un touriste en visite en Israël veut faire un tour de bateau sur le lac de Tibériade. Le responsable lui annonce le prix :
– C'est deux mille piastres !
Le touriste est indigné :
– Quoi ! Deux mille piastres juste pour ça ?
– Mais, monsieur, c'est le lac que Jésus a traversé à pied !
– Pas étonnant, avec des tarifs pareils !

*Un pêcheur explique à un touriste belge :
– Vous savez, hier il y a eu une tempête et le port en a souffert. La jetée a été entièrement détruite par un raz-de-marée.
– Ah ben ça c'est désolant, une fois. Jamais je n'aurais cru qu'un rat puisse faire autant de dégâts !

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie 250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444

الضمان الإجتماعي
ⵜⴰⵏⵎⵍⵉⵜ ⵜⴰⵏⴰⵎⵓⵏⵜ
CNSS

CNSS à vos cotés,

à chaque étape de votre parcours de vie à travers :

- L'assurance maladie
- Les allocations familiales
- Les indemnités journalières de maladie et de maternité
- Les prestations en cas de perte d'emploi
- La retraite

La protection sociale renforce en nous l'esprit de solidarité et de cohésion sociale.

Une protection qui garantit à chaque citoyen la sécurité et la dignité tout au long de son parcours de vie.

Cnss Maroc | @CnssMaroc | @cnssmaroc | www.cnss.ma | Cnss Maroc | Cnss.maroc@ | @CNSS.Officiel | cnss.maroc

POUR PLUS D'INFORMATIONS APPELEZ

مركز الزبناء
CLIENT CENTER
3939